

SOMMET DE CRISE DU 18 JANVIER

SARKOZY impose le partage du CHÔMAGE



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Généralisation du chômage partiel, pseudo-augmentation des effectifs de Pôle Emploi, formation des chômeurs de longue durée, exonérations des cotisations patronales pour l'emploi des jeunes, voilà le résultat du sommet de crise du 18 janvier. Des annonces pour les patrons et les médias mais en aucun cas pour les salariéEs et les chômeurEs.

Quelque 430 millions d'euros pour venir en aide aux chômeurs, voilà ce que nous répètent en boucle le gouvernement et Sarkozy pour nous faire croire que le sommet de crise du 18 janvier dernier a servi à quelque chose. On est pourtant loin, très loin du compte, comparé à la diminution de 1,39 milliard d'euros du budget de la mission

Travail et Emploi de l'État ou des 4,5 milliards d'euros par an que coûte la défiscalisation des heures supplémentaires. Par ailleurs, il s'agit d'un « redéploiement » de crédits déjà existants et non de nouveaux crédits, encore un sacré coup de passe-passe budgétaire de la part de Sarkozy.

PARTAGE DU CHÔMAGE

La principale annonce de ce barnum social aura été le développement du chômage partiel. En effet, par temps de crise, le chômage partiel est présenté comme LA solution pour sauvegarder l'emploi. La preuve: l'Allemagne s'en est massivement servi et, en 2011, le chômage outre-Rhin était à son plus bas niveau depuis vingt

SUITE PAGE 2



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

REGARDS Entretien avec Pierre Galand, à propos de la création d'un Tribunal Russe pour la Palestine. Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5



INTERNATIONAL
Quel vent nouveau souffle en Birmanie ?
Page 9

Agenda

À partir du 25 janvier, la Révolution continue, films et débats.

De nombreux films et débats sont organisés dans le cadre de *Tahrir cinéma* à Paris, Saint-Denis et en régions. Consultez le programme sur : www.egyptesolidarite.com

26 janvier, sexisme et médias, Acrimed, Paris.

Acrimed organise une réunion publique sur le thème « *Sexisme des médias, sexisme dans les médias* », avec Sylvie Tissot, professeure à l'Université Paris-8 Saint-Denis, militante féministe et co-animatrice du site Les mots sont importants, et Christine Delphy, sociologue et militante féministe (sous réserve). RV à 19 heures, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (M° République).

28 janvier, égalité des salaires, diffusion de tracts, Paris.

Dans le cadre de la campagne « *Pour l'augmentation des salaires dans les métiers féminisés... Maintenant !* », une diffusion massive de tracts avec signature de pétition pour exiger l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, surtout en période de crise, est organisée. RV de 11 heures à 13 heures devant le magasin C&A, 54 Bd Haussmann (M° Havre-Caumartin ligne 9- Auber, RER ligne A).

29 janvier, avortement, débat, Paris.

Le collectif 20°/Tenon organise un débat « *À travers l'histoire des luttes des femmes... Le droit à l'avortement aujourd'hui fortement remis en cause...* », avec la participation et les témoignages de militantes du MLAC 19/20, la présentation du manifeste des 343 « salopes », et l'expérience du MLAC de Grenoble.

Et en 2011-2012, que se passe-t-il ? Nous appuyer sur les luttes passées pour continuer à défendre nos droits. RV à 16 heures, au bar Le Lieu Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20°.

31 janvier, Éducation nationale, manifestation, Paris.

Contre les suppressions de postes, les réformes du statut des enseignants..., une manifestation est organisée. RV à 14 heures, RER Luxembourg.

4 février, base élèves, réunion, Paris.

Le Collectif national de résistance à base élèves tient sa 6^e réunion nationale. Contre le fichage des enfants dès l'école, la mobilisation doit continuer. RV de 9 heures à 18 heures, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (M° République).

9 février, Mamans toutes égales, meeting, Bagnolet.

Le collectif Mamans toutes égales organise en partenariat avec le Groupe des associations de Bagnolet un meeting public. RV à partir de 19 heures au Cin'hoche, 6 rue Hoche.

10 février, médias, projection-débat, Achères.

Le comité local Attac 78 Nord et le Cinéma Pandora d'Achères vous proposent un ciné débat après la projection du film *Les nouveaux chiens de garde*, réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat. Débat avec Yannick Kergoat, réalisateur et co-animateur d'Acrimed sur le thème : « *Médias, pouvoirs et contre-pouvoirs* ». RV à 20h15 au cinéma Pandora d'Achères. Entrée 6 euros ou 4,5 euros.



SARKOZY ET LE PARTAGE DU CHÔMAGE

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

ans (7,1%) selon le gouvernement. Depuis 2008, tout est fait pour que le chômage partiel, sous l'appellation « activité partielle de longue durée » (APLD), soit utilisé massivement. Son financement s'est même élevé à 600 millions d'euros en 2009. Alors que cette mesure fait pratiquement l'unanimité entre le gouvernement, le Medef et les directions syndicales, il serait intéressant de savoir si le chômage partiel peut véritablement sauver les emplois ? D'après le rapport de l'OCDE de 2010, il n'en est rien : sur 275 000 salariéEs en chômage partiel au deuxième trimestre 2009, seuls 18 000 emplois auraient été sauvés et la Cour des comptes dit même que les « résultats sont modestes ». Dans les faits, le chômage partiel ne protège en aucun cas des licenciements, il ne fait que les retarder en permettant une fois de plus de donner des subventions publiques aux entreprises. C'est donc une mesure en trompe-l'œil qui laisse, au final, les salariéEs sur le carreau. Ce que propose Sarkozy, à travers cette généralisation du chômage partiel, c'est de partager le chômage au lieu de partager le travail. La deuxième annonce en fanfare de ce sommet

de crise est celle de l'embauche de 1 000 CDD, 1 000 emplois précaires à Pôle Emploi alors que l'année dernière 1 800 postes ont été supprimés et que les privés d'emploi augmentent chaque jour. Le gouvernement a également validé une mesure issue du rapport Joyandet sur l'emploi des jeunes : pendant six mois, les entreprises de moins de dix salariéEs seront exonérées de cotisations sociales pour toute embauche d'unE jeune de moins de 26 ans. On continue donc les mêmes méthodes qui n'ont jamais permis d'améliorer les conditions de vie des jeunes dont 25% sont au chômage et 21% vivent sous le seuil de pauvreté. La sempiternelle formation des chômeurs, mais cette fois de longue durée, soit 240 000 personnes concernées, a également été au cœur de ce sommet. Elle ne permettra qu'une seule chose, faire baisser les chiffres du chômage mais de pas lutter contre celui-ci.

PARTAGE DU TRAVAIL

À la sortie de ce sommet, un seul partenaire social était aux anges : Laurence Parisot, la présidente du Medef. Et on peut la comprendre car entre

exonérations de cotisations sociales et subventions publiques aux entreprises, ce sont bel et bien de nouveaux cadeaux au patronat qui ont été accordés. Aucune proposition donc pour lutter contre le chômage.

Pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, la première chose que devrait faire un gouvernement répondant aux besoins sociaux serait de permettre à tous et toutes de travailler, de partager le travail. À commencer par réduire le temps de travail à 32 heures avec embauches et sans perte de salaire, interdire les licenciements, le retour aux 37,5 annuités de cotisation et le départ à la retraite à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles. À l'opposé de ce qu'on nous propose depuis plus de 30 ans et de ce qu'a fait Sarkozy pendant cinq ans.

Ce sommet social n'était qu'une mise en bouche, les sales coups seront annoncés la semaine prochaine avec un seul objectif, la baisse du « coût du travail », pour permettre ainsi à une minorité d'augmenter ses profits !

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Roger Devaneuse

« L'apartheid est en Israël plus qu'un système, c'est la conception même de l'État »

Entretien avec Pierre Galand, militant politique et associatif belge, ancien sénateur socialiste, président du comité de coordination européen des ONG pour la Palestine, et un des organisateurs du Tribunal Russell sur la Palestine. Il a présenté le travail du tribunal lors du week-end de travail de la campagne BDS France, samedi 14 janvier.

Pourquoi un Tribunal Russell sur la Palestine ?

Le tribunal se tient dans le même esprit que celui qui a présidé à l'initiative de Lord Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre en 1966 pour le Vietnam. Ce qui se passait au Vietnam était l'inverse de ce que la communauté internationale avait voulu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La violence se déchaînait avec des armes de destruction aveugle, chimiques, bactériologiques, dirigées contre les populations civiles. Il s'agissait de concevoir le droit capable de condamner de telles dérives. Le tribunal avait contribué à une prise de conscience aux USA mêmes.

En 1975, deux ans après le 11 septembre du Général Pinochet, le tribunal sur l'Amérique latine, mis en place à l'initiative de l'italien Lelio Basso, a braqué le projecteur sur les juntas militaires dans leurs activités de contrôle des sociétés civiles. Le tribunal a donné raison et arguments à ceux qui résistaient. Pour la Palestine, nous sommes dans une situation différente. L'avis de la Cour internationale de justice, en juillet 2004, à propos du Mur, établit en droit de façon extrêmement détaillée l'activité criminelle de cet État, nous n'avions pas de raisons d'y revenir. D'emblée, la question a été : quels sont les manquements au droit qui font que cette politique criminelle se poursuit malgré l'arrêt de la Cour internationale de justice ? Quels sont les coupables et quels sont les moyens pour les contraindre à appliquer la loi ? Deux ans après l'arrêt de la CIJ, nous avons pris l'initiative à la demande de Leila Shahid, représentante de la Palestine à Bruxelles, et de Nurit Peled, professeure à l'Université de Tel Aviv.

La session de Barcelone a exploré les complicités des États et de l'Union européenne. La session de Londres a démontré les complicités des sociétés. La session du Cap qui s'est tenue en novembre a parlé d'apartheid à propos d'Israël. Le terme, utilisé en Afrique du Sud même, est-il pertinent ?

À aucun moment nous n'avons cherché à comparer les deux situations. Il se trouve que ce terme d'apartheid a été utilisé par certains témoins lors des sessions de Barcelone et de Londres. Or après la chute de l'apartheid en Afrique du Sud, le droit international a établi un crime d'apartheid, avec un certain nombre de critères. C'est à partir de ces critères que nous avons posé la question : le terme est-il applicable et quelles en sont les conséquences ? Et la réponse des juristes les plus éminents ont convergé pour dire que tous les critères pouvaient être invoqués, le crime d'apartheid est bien commis. Plus encore, lors des conclusions, tous les témoins sud-africains, qu'ils soient noirs, blancs, indiens, le secrétaire général de la Cosatu, Desmond Tutu, tous nous ont dit : l'apartheid est en Israël plus qu'un système, c'est la conception même de l'État. Il s'agit de disqualifier un régime qui nie la qualité citoyenne de l'autre, un État qui a dans ses gènes adopté l'apartheid. Nous ne disons là rien d'autre que ce que disent les juifs progressistes partout dans le monde. Il y a structurellement apartheid « intérieur » dans les

droits différents des juifs et des non-juifs. Il y a apartheid « extérieur » dans les droits différents applicables dans les territoires occupés entre Israéliens des colonies et Palestiniens. Il y a apartheid extérieur dans le refus d'accorder le droit au retour aux réfugiés.

Il n'y a pas de solution dans la forme de l'État actuel, qui correspond à une forme de démocratie parlementaire censitaire.

Dire cela, c'est choquant, nous le savons. Il y a un long travail pédagogique à accomplir pour que chacun comprenne que ce n'est pas antisémite, que ce n'est pas négationniste de défendre le droit des humains à exister dans l'égalité partout où ils sont.

Je dois dire que j'ai été impressionné par l'intervention du secrétaire général de la Cosatu, le principal syndicat sud-africain, qui a un immense prestige dans le pays. Il m'a vraiment convaincu que nous devons franchir une étape dans l'analyse et dans l'action.

Quelles sont maintenant les perspectives ?

Personnellement, je suis optimiste. Israël et Palestine, c'est pour moi comme la reliure d'un livre. La dignité de l'être humain est dans sa capacité à vivre ensemble. Le recul, c'est quand il y a absence de lutte.

À l'automne, une quatrième session se tiendra à New York, où en 1960 un texte a été adopté sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et probablement avant la fin de l'année une session de conclusions générales. Le tribunal fonde en droit la légitimité de la campagne BDS, mais c'est l'affaire du mouvement de la mettre en œuvre.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

FRANÇOIS HOLLANDE

Sous les beaux discours...

Lors de sa prestation au Bourget, Hollande a clairement visé l'électorat de gauche. Mais derrière les belles paroles, on voit bien les vieilles recettes de l'austérité.

Avec son discours inaugural au Bourget, dimanche dernier, le peuple de gauche aurait-il finalement trouvé son héraut en la personne de François Hollande ? Ce qui est sûr, c'est que le candidat socialiste à l'élection présidentielle n'a pas lésiné sur les moyens pour s'inscrire, au moins en paroles, dans l'épopée de la gauche dont il a égrené les grands moments et les riches heures : la Révolution française, le Front populaire, la Résistance et la Libération, la victoire du 10 mai 1981. Et même Mai 68, c'est dire ! En parallèle, Hollande s'est méthodiquement dépeint en futur président qui, point par point, prendrait l'exact contre-pied des agissements de Nicolas Sarkozy.

À GAUCHE TOUTE

Bien sûr, on peut s'interroger sur la sincérité du personnage... Mais les symboles évoqués comme la tonalité du discours sont révélateurs : quels que soient ses penchants extrêmement « modérés », son refus de toute remise en cause réelle du système ou sa stratégie d'alliance qui lorgne plutôt vers Bayrou et l'électorat centriste, Hollande se sent obligé de tenir un discours qui est à la fois violemment anti-Sarkozy et qui remet au centre du débat le clivage entre la gauche et la droite. Et, pour cela, il n'a pas hésité à puiser dans les vieilles recettes dont, avant lui, François Mitterrand avait usé et abusé. « J'aime les gens comme d'autres sont fascinés par l'argent » : une place de choix a ainsi été réservée

à la dénonciation des privilèges, du règne de « l'argent-roi » et... de la fascination qu'il exerce sur le président sortant. Point d'orgue logique de ce ressourcement aux valeurs de gauche, Hollande a identifié l'ennemi : « Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies ». Il ne fait aucun doute que c'est bien là le genre de discours que les salariés, les classes populaires – et même une grande partie des militants socialistes ! – ont envie d'entendre.

DÉFENSEUR DES PAUVRES ?

De là à considérer François Hollande comme le défenseur des pauvres et des opprimés, voire comme un anticapitaliste, il y a un (grand) pas qu'il faut se garder de franchir ! Il y a, en effet, un gouffre entre ces déclarations lyriques destinées à flatter les aspirations du peuple de gauche et les mesures concrètes proposées. Le programme précis de Hollande ne sera présenté qu'en fin de semaine. Mais le discours du Bourget fournit quand même quelques indications et en illustre assez bien les limites que l'on peut illustrer sur quelques exemples.

Notons d'abord – c'est assez classique sous la V^e République... – que le candidat a commencé par s'affranchir du parti qui l'a désigné : ainsi, en passant du programme socialiste (quand même ratifié par le vote des militants et par une convention PS) au discours du candidat, les « emplois d'avenir »



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

pour les jeunes ont juste fondu de moitié, passant de 300 000 à 150 000. Sans remise en cause de la durée de cotisation, le retour à la « retraite à 60 ans », tel qu'il est prôné par Hollande, signe en réalité, pour le plus grand nombre, l'abandon de la retraite à 60 ans. Après quelques polémiques au sein de l'état-major socialiste, Hollande a tranché sans surprise : les 60 000 postes à créer dans l'Éducation nationale le seront à effectifs et budget constants pour la fonction publique. Pour chaque enseignant supplémentaire, il y aura une infirmière, un cheminot, un agent de Pôle Emploi en moins. Il y a, évidemment, une raison simple à tout cela qui est que

François Hollande partage le credo commun à la grande majorité des responsables politiques des partis institutionnels : amélioration de la compétitivité des entreprises françaises, « maîtrise des finances publiques » et désendettement... par le remboursement de la dette publique illégitime. Ce qui débouche inévitablement dans un premier temps sur une très grande discrétion à propos de la question des salaires et du pouvoir d'achat. Et, dans un second temps, sur une version de gauche de l'austérité dont les gouvernements « socialistes » de Grèce, du Portugal et d'Espagne ont récemment montré l'exemple.

François Coustal



Par Yvan Lemaitre

TROUPES D'OCCUPATION HORS D'AFGHANISTAN

La mort de quatre militaires français tués alors que seize autres étaient blessés, le 20 janvier, par un soldat de l'armée afghane, est venue dramatiquement rappeler que la France est en guerre en Afghanistan. Cela porte à 82 le nombre de militaires français tombés depuis le début de l'occupation du pays, il y a dix ans, en 2001. Pour les populations afghanes, cette sale guerre se traduit par des drames et des souffrances infiniment plus grands, pertes humaines, misère, pauvreté, renforcement de l'influence des talibans, oppression des femmes, corruption généralisée d'un pouvoir fantoche...

Loin d'apporter la démocratie, le développement économique, la liberté, les troupes d'occupation n'ont apporté que chaos et instabilité dont les populations payent le prix. Le véritable objectif des USA et de leurs alliés est d'imposer leur présence pour contrôler cette région du monde du point de vue de leurs seuls intérêts stratégiques dans leur lutte pour la perpétuation de leur domination. Cette politique est un fiasco. L'Afghanistan est devenu un borborygme inextricable au prix de la déstabilisation de toute la région en particulier du Pakistan.

Les États impérialistes dont la France englobent des milliards dans une guerre sans issue alors que, dans le même temps, les mêmes États imposent à leur population la rigueur et l'austérité.

En pleine campagne électorale, Sarkozy tente de reprendre la main en annonçant le retrait d'un millier de soldats français d'ici fin 2012 et de l'ensemble des troupes, fin 2014. Il marche dans les pas d'Obama qui a déjà annoncé que les États-Unis rapatrieraient un tiers de leurs 100 000 soldats d'ici la fin de l'été 2012.

« Notre mission est terminée... » a déclaré de son côté François Hollande, lors de son meeting du Bourget, rappelant au passage que c'est bien Jospin, alors Premier ministre de Chirac, qui avait décidé l'intervention française aux côtés des USA.

« Il faut savoir terminer une guerre », dit Sarkozy cynique. Mais cette guerre contre le droit des peuples est loin d'être finie. La seule issue, le retrait immédiat de toutes les troupes d'occupation.

Robert Pelletier

Sommet social ou abysses syndicales ?

Annoncé à grand renfort de médias, le sommet social du 18 janvier a été transformé à l'occasion de la perte du AAA en sommet de crise par Sarkozy. Transformation bienvenue pour le futur candidat UMP qui entend renforcer l'idée de la nécessité d'un rassemblement national contre la crise. Sans la moindre hésitation, les cinq confédérations « représentatives », CFDT, CFTC, CGC, CGT et FO, se sont prêtées, en compagnie des organisations patronales, à cette nouvelle opération de brouillage des cartes et des responsabilités. Pour le gouvernement, la stratégie est simple : associer les syndicats au constat et faire semblant d'ouvrir le débat sur les « solutions ». Ce schéma est à l'œuvre depuis la mise en place du Conseil d'orientation des retraites (COR) en 2000, sous le gouvernement Jospin suivi du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie qui aboutit en 2004 au « diagnostic partagé » par les représentants des centrales syndicales, du patronat,

des parlementaires et des professionnels de santé. Le chef de l'État a remis le couvert en novembre avec la constitution d'un Haut Conseil du financement de la protection sociale. « Nous devons repenser le financement de notre système social. Toujours plus de dépenses pour toujours plus d'impôts, c'est une impasse, car les impôts reposent sur la France qui travaille. Le coût très élevé du travail pénalise notre économie », a-t-il estimé. La vocation du Haut Conseil, qui associera les partenaires sociaux, est de proposer une réforme du financement de notre système social. Il apportera « de la sérénité, du sérieux et de l'objectivité » à ce débat.

Ainsi le piège se referme-t-il sur les organisations syndicales maintenant sommées de faire des propositions marquées du sceau « de la sérénité, du sérieux et de l'objectivité ». À partir de là, les confédérations jouent des partitions différentes. En juin dernier, un document de 50 pages intitulé « Approche de la compétitivité française » était

cosigné par le patronat et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC). La CGT a refusé de participer au groupe de travail et FO de signer le document final. Le préambule est aussi clair qu'inquiétant, puisqu'il s'agit de « dépasser les approches idéologiques » et de reconnaître « l'importance de la compétitivité ». Les solutions ne diffèrent guère de celle de l'UMP/Parisot : il faut « repenser l'assiette du financement de la protection sociale » car « le taux de prélèvements sur le travail peut rester un frein au développement de l'emploi et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises, malgré les dispositifs d'allègement mis en œuvre depuis près de 20 ans ». Et encore : « Un vrai débat sur les modes de financement de la protection sociale est également à engager. Une réflexion approfondie et globale sur une nouvelle répartition entre ce qui doit être payé par la solidarité nationale (l'impôt) et ce qui doit être pris en charge par la solidarité professionnelle (les cotisations sociales), constituerait sans doute

une méthode à explorer ». Si tout cela est bien dans la ligne de la CFDT depuis des années, il est plus inquiétant que la direction confédérale CGT débâte d'accepter la CSG et le maintien de la Loi de financement de la Sécurité sociale et n'ait plus d'opposition de principe à ce qu'une part de financement de la protection sociale provienne de l'impôt.

La « sortie » de la crise imaginée par la bourgeoisie passe par des défaites, des reculs majeurs pour les travailleurs et la population. L'accompagnement de ces reculs par les organisations syndicales est déjà acquis en Allemagne, en Grèce et en Espagne voire en Italie. En France, la force du mouvement social, visible lors du mouvement sur les retraites de 2010 ou des multiples luttes et mobilisations qui perdurent même dans le contexte préélectoral impose une autre forme à la bataille contre la chute vers la précarité et la pauvreté.



En campagne

La perte du triple A et les candidats ou la course à la « stabilité budgétaire »

Les déclarations provoquées par la dégradation de la France, ne remettent pas en cause les politiques d'austérité.

On s'y attendait depuis des mois. Le couperet est tombé le 15 janvier dernier : la France a perdu son triple A. Cette nouvelle n'a pas déclenché d'effondrement boursier, ni d'autre « catastrophe » car dans les faits, cette dégradation s'était déjà réalisée. Quoi qu'il en soit, la réaction du gouvernement et de Sarkozy a été de minimiser cette dégradation et de l'utiliser pour annoncer de nouvelles attaques antisociales. Et ainsi, de continuer la même politique consistant à faire payer la crise à la majorité de la population et d'accorder toujours plus de nouveaux cadeaux au patronat et aux plus riches. Bref, de continuer la politique de destruction sociale pour sauver les profits d'une minorité. Politique qui nourrit la crise et conduit à la récession.

Les réactions politiques à la dégradation de la note française n'ont pas tardé et en particulier de la part des différents candidats à l'élection présidentielle. Tous fustigent la politique de Sarkozy.

Le premier à dégainer, François Bayrou, a estimé que la situation qui a conduit au retrait par l'agence Standard and Poor's de sa note triple A à la France a « pris naissance au milieu ou à la fin des années 90 » et « engage donc la responsabilité des deux forces qu'on présente comme principales, l'UMP et le PS », même si « naturellement, il y a une responsabilité récente des gouvernements de Nicolas Sarkozy ». Sa solution ? « Produire en France » reprenant ainsi le discours protectionniste.

Marine Le Pen, quant à elle, nous ressort pour l'occasion son éternelle solution magique de la sortie de « la monnaie unique », alors que, par exemple, payer la dette en franc ne changerait absolument rien pour les catégories populaires. Le candidat du Parti socialiste a revêtu pour l'occasion le costume du candidat du retour au triple A, et a déclaré : « C'est une politique qui a été dégradée, pas la France ! » « Nicolas Sarkozy avait fait de la conservation du triple A un objectif de sa politique et même une obligation pour son gouvernement. C'est ainsi qu'avaient été justifiés pas moins de deux plans de rigueur en quatre mois. Cette bataille, et je le regrette, a été perdue ». Il propose « une stratégie rétablissement des nos comptes publics, avec une programmation réaliste, un retour à l'équilibre vers 2017 et le souci à chaque étape de concilier effort et croissance ». Son objectif est donc aussi la rigueur, dont on sait par ailleurs qu'elle est contradictoire avec la croissance économique : comment produire plus en consommant moins ?

Et si Hollande et les autres candidats à la présidentielle reprochent quelque chose à Sarkozy, ce n'est pas tant sa soumission aux marchés que de s'y être mal pris. Ils se placent ainsi sur le même terrain que Sarkozy, pour retrouver « la stabilité budgétaire » imposées par les critères européens. Il ne défend aucune mesure qui permettrait de sortir de la dette et des politiques d'austérité.

Pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, la première chose que devrait faire un gouvernement répondant aux besoins sociaux, c'est de mettre un terme au chantage des coupes budgétaires et à l'austérité. À commencer par la suspension immédiate du paiement de la dette et la mise en place d'un audit, une véritable enquête populaire et militante sur cette dette publique illégitime qui doit donc être annulée. À l'opposé du concert des candidats aspirant à gérer la crise au service des classes dirigeantes, c'est ainsi que commencerait le véritable changement.

Sandra Demarcq

Le « mariage gay » ou la manipulation électorale ?

Plutôt que de parler de « mariage gay », comme si les lesbiennes n'étaient pas concernées, nous préférons revendiquer l'égalité des droits pour toutes et tous.

Alors que 82 parlementaires viennent de signer un « Manifeste pour la défense du droit fondamental de l'enfant d'être accueilli et de s'épanouir dans une famille composée d'un père et d'une mère » et que Libération fait sa une du 12 janvier sur un Nicolas Sarkozy « tenté par le mariage gay », nous nous trouvons devant un nouveau marronnier électoral.

Alors que la quasi-totalité des médias et des représentants politiques parlent de « mariage gay » ou de « mariage homo », le mouvement LGBT revendique (depuis des années) « l'égalité des droits ». Par facilité linguistique ou paresse intellectuelle, les revendications des associations LGBT sont résumées par cette expression qui n'aborde qu'une infime partie de nos combats (santé, éducation, visibilité, lutte contre les discriminations et les oppressions, reconnaissance de toutes les familles, droits des trans, programme de préventions et d'éducation...).

Tout comme le mariage n'a pas de sexe, il n'a pas d'orientation sexuelle. Il n'en découle donc pas de spécificité « gay », « homosexuelle » ou « lesbienne ». Car en plus de rendre invisibles les lesbiennes, cette expression a pénétré le discours public et consacré la discussion et le débat d'idée sur le statut de ce mariage.

Les parlementaires du Nouveau

Centre et de l'UMP ayant signé ce manifeste (ils étaient 176 de l'UMP et de l'UDF en 2006) « considèrent que l'État et le législateur n'ont pas à ériger en normes ce qui relève de la vie privée et des choix individuels et que, si la République protège la liberté individuelle, elle doit exclure toutes les formes de communautarisme ». Ils permettent ainsi à Nicolas Sarkozy de se poser en progressiste et de proposer, tout comme en 2007, une union civile pour les couples de même sexe. Depuis bientôt dix ans, le mouvement LGBT est coincé avec cette étiquette de « mariage gay », tellement rabâché qu'il se retrouve à être considéré comme un pacte civil particulier pour les personnes de même sexe souhaitant s'unir.

Pendant ce temps, l'extrême droite essaie de draguer un pseudo-électorat LGBT en opposant les bons Français homos contre les mauvais homophobes immigrés, musulmans et de banlieues, trouvant ainsi un responsable tout désigné aux violences LGBTI-phobes qui continuent de se produire partout en France et dans toutes sortes de quartiers et de milieux sociaux. Ainsi, elle oppose la



revendication du « mariage gay » qui serait communautariste à ses propres réponses à l'homophobie quotidienne. Face à ces effets de manche et à l'agitation préélectorale, une seule réponse est à donner sur ce sujet : nous voulons l'égalité des droits, par un même mariage pour tous les couples. Nous voulons pouvoir choisir de ne pas nous marier !

Mais nous voulons également des droits pour les trans, la reconnaissance des familles homoparentales, un vrai plan d'action, d'information et de sensibilisation aux violences LGBTI-phobes à l'échelle nationale, ainsi que le droit d'asile pour toutes les LGBTI persécutées.

Ludovic Haru

Réunion publique à Blois, Loir-et-Cher



La venue de Philippe a été bien couverte par les médias avec un article de la Nouvelle République positif et un bon passage sur la radio locale. France 3 national avait fait le déplacement pour illustrer un travail sur les petits partis et les petits candidats. Peu de monde cependant moins d'une quarantaine, essentiellement des militantEs du NPA et de sympathisantEs, mais une bonne occasion dans un contexte difficile de remobiliser nos camarades.

Le meeting a été introduit par une courte intervention sur le contexte social de la semaine, le jeu de dupe du sommet anti-social de Sarko et du Medef, les scandaleux licenciements chez Lejaby. Puis Philippe a présenté les axes de notre programme de campagne. Il a développé à la fois les mesures d'urgence et leur financement. Ensuite, place au débat qui a porté sur l'unité des luttes ; sur la responsabilité des directions syndicales qui ne poussent pas à la grève générale. Pourquoi Olivier ne s'est-il pas représenté ? Pourquoi ne pas rejoindre le Front de Gauche pour peser plus sur le PS ? Pendant le pot fraternel, Philippe a pu retrouver et discuter avec deux camarades du secteur automobile. Tout le monde était satisfait de l'intervention et des échanges avec Philippe, en un mot une soirée réussie et utile.

Marie-Anne

Échos de campagne

Mélenchon, la « France belle et rebelle »

Après l'émission de France 2 et les meetings à Nantes et Metz, la campagne du Front de Gauche est lancée et semble recueillir un certain enthousiasme. Mais la perspective de majorité parlementaire ne peut qu'entretenir les illusions.

Il y aurait comme un frémissement. Dans l'atonie générale d'une campagne où les deux principaux candidats ne veulent pas s'engager – ou le plus tard possible – celle de Jean-Luc Mélenchon semble désormais rencontrer un certain écho. Après un passage réussi sur France 2, l'enthousiasme est de mise, visible lors des meetings de Nantes et de Metz, la semaine dernière.

DE GAULLE ET JAURÈS, MARCHAIS ET MITTERRAND...

D'emblée le ton est donné, en renouant délibérément avec les valeurs, les émotions d'une gauche longtemps méprisée, celle qui s'accroche à un mouvement ouvrier trop souvent synonyme de recul, d'archaïsme et de défaites. Cela commence par une vidéo : « Sortez les invisibles ! » Puis le début d'une intervention en forme d'hommage : « Je dédie ce rassemblement aux ouvrières et ouvriers syndicalistes qui dévouent leur vie aux autres [...] ils sont le sel de la terre ». Mélenchon se veut le « candidat des travailleurs », celui qui redonne courage quand la peur et le découragement dominant, le « seul » qui s'oppose à cette « voix douceuse de la résignation et du réalisme », où chacun reconnaît François Hollande. Contre les « quatre Dalton de l'austérité », il est l'homme de la « résistance » : « Ils me méprisent, ils m'insultent, ils ne m'impressionnent pas ».

Il y a la gouaille d'un Marchais, un côté grande gueule qui sait parler au « populo » loin des salons parisiens, seul contre tous. Il y a la nostalgie du « programme commun » quand socialistes et communistes étaient unis. Il y a la Nation associée aux sans-culottes d'aujourd'hui, l'enthousiasme et l'emphase censés nous rappeler les meilleures heures d'un roman national : « Voici le peuple français qui monte avec tous les peuples de la terre à l'assaut du ciel une nouvelle fois [...] Vive le peuple souverain, gloire à la classe ouvrière ! » La scénographie est bien réglée et semble plaire. Mais pour aller où ?

LA RÉPUBLIQUE POUR RÉSOUDRE TOUTES LES CONTRADICTIONS

Un premier meeting avait déjà donné le ton, place de Stalingrad, à Paris, en juin, n'hésitant pas à parler de « révolution » ou de « rupture avec les institutions », tout en rendant un hommage appuyé à De Gaulle. Désormais l'ennemi principal est clairement identifié : c'est Marine Le

Pen, la « semi-démence ». Qui prendra l'ascendant sur les classes populaires ? Le grand écart n'en est que plus vertigineux, Mélenchon affirmant dans un même élan : « Ton intérêt de classe, c'est de voter avec ta classe ». Avant d'enchaîner immédiatement après sur l'école censée ouvrir nos esprits : « Gloire à l'école républicaine [...] Va à l'école de la patrie, celle qui est la même pour tout le monde ». Les prétendues « valeurs universelles » de la République sont donc à l'honneur !

Mais si l'enthousiasme est au rendez-vous, la clarté l'est un peu moins. C'est même sans doute inversement proportionnel.

Mélenchon a choisi pour l'instant de laisser en grande partie la question du programme. Mais lorsqu'il le fait, les questions restent souvent sans réponse. Face à Hollande qui ne s'engage sur rien et renie le peu qu'il semble avoir promis, Mélenchon affirme avec fierté être le candidat de la retraite à 60 ans mais il reste désormais volontairement évasif sur les 37,5 annuités de cotisations. Le slogan est trouvé : « Prenez le pouvoir ». Mais dans les entreprises, une seule proposition pratique : les Scop ! Face à la dette et au refus de la BCE de prêter directement aux États, il prétend néanmoins disposer d'une arme redoutable : « l'emprunt forcé sur les banques » au même taux de financement que celui qu'elles obtiennent auprès de la BCE. Mais il ne suffit pas d'une loi pour agir, on en



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

sait quelque chose avec la réquisition des logements.

UNE PART D'ILLUSION SANS DOUTE INCONTOURNABLE À CETTE ÉTAPE

Mélenchon s'affiche désormais aux côtés de Bernard Thibault. La tradition est respectée, il n'y aura pas un mot de critique sur les directions syndicales mais une injonction : « Ne cédez jamais, ne baissez jamais les yeux [...] groupez-vous autour de vos syndicats ». Pour le reste, le suffrage universel se suffit à lui-même avec cette conclusion en forme de citation : « Rappelez-vous ce qu'a dit Victor Hugo : qui vote règne ! »

Il y a sans doute une part de vérité dans l'explication donnée par le secrétaire de la fédération communiste de Moselle, cité dans l'*Huma* du 20 janvier : Mélenchon commence à avoir du succès parce qu'il est capable de

démontrer que « la gauche peut être crédible quand elle est vraiment de gauche ».

Mais de quelle crédibilité parle-t-on ? Entre un PS qui n'est plus vraiment à gauche, et une extrême gauche bien de gauche mais qui paraît impuissante car refusant le jeu des institutions, il y a cette part d'illusion que Mélenchon est en train de recréer : un discours radical gardant dans la besace la perspective d'une majorité parlementaire, voire de gouvernement.

Ce retour de flamme d'une prétendue « gauche radicale » est sans doute inévitable après le 21 avril 2002 et des années de droite au pouvoir. Elle n'entame en rien la nécessité de défendre dès aujourd'hui une autre perspective, en toute indépendance, parce qu'on ne bâtit jamais rien de durable sur ce genre d'illusion. Aussi difficile cela soit-il.

Jean-François Cabral

Contre le racket sur les cotisations des sans-papiers

Vendredi 20 janvier, Philippe Poutou a rencontré les amateurs de la campagne « stop au racket sur les cotisations des travailleurs sans papiers ». Depuis 2008, cette campagne se bat contre l'injustice dont font l'objet les sans-papiers quant aux cotisations sociales, impôts et taxes. Alors que ces derniers, quand ils sont déclarés, cotisent à tous les organismes sociaux, leur absence de papiers les empêche de bénéficier des prestations maladie, chômage, familiales, retraite. Quand plusieurs sans-papiers travaillent avec la même carte de séjour, le titulaire de celle-ci paye alors un impôt

sur le revenu exorbitant et absurde. L'État grippe-sous ne semble pas s'étonner qu'une seule personne puisse travailler 600 heures par mois, en plusieurs endroits à la fois... Au total, ce sont des centaines de millions d'euros que l'État encaisse sur le dos des sans-papiers. Philippe Poutou s'est engagé à relayer autant que possible cette campagne dans ses interventions et s'est déclaré prêt à participer à toute action concrète de soutien (manifestation, rassemblement, occupation).

http://www.droitsdevant.org/article.php3?id_article=348

Poutou à Tarbes et à Pau... au pas de charge !

Environ 60 personnes sont venues à la Bourse du travail de Tarbes pour le meeting avec Philippe. En introduction, il a d'abord décrit la situation politique et sociale difficile, vu l'incapacité du mouvement ouvrier à riposter au rouleau compresseur sarkocapitaliste. Puis il a pointé les potentialités qui existent : l'envie de chasser Sarkozy est très forte et pourrait se catalyser dans une mobilisation que nous proposons sans attendre les élections, contre la « TVA anti-sociale ». Il a ensuite décliné un certain nombre de réponses urgentes à la situation catastrophique d'une majorité de la population : annulation de la dette, socialisation des banques et création d'un service public bancaire, revenu minimum à 1600

euros net, interdiction de tous les licenciements, service public du logement... refus des réponses nationalistes et perspective d'une lutte européenne. Un débat passionné s'est ensuivi, sur l'internationalisme, la démocratie, nos divergences avec Mélenchon et le Front de Gauche, avec LO. Une dizaine de personnes ont laissé leurs coordonnées pour être informées des activités du NPA. Tout cela s'est déroulé en une heure et demie car Philippe devait aller à Pau pour la suite de la soirée... 80 personnes l'y attendaient. La réunion a commencé par une intervention d'Antoine sur les difficultés de l'université de Pau menacée de cessation de paiement, symbole de la destruction de l'Éducation nationale et plus

largement des services publics. Puis Thomas nous a parlé de la jeunesse, difficultés et angoisse pour l'avenir. Ensuite, Laurence a apporté son témoignage sur la place de plus en plus grande que prend la précarité et la nécessité de la combattre. Philippe a repris les thèmes déjà développés à Tarbes avec enthousiasme en présentant notre programme d'urgence et l'importance que le NPA puisse présenter un candidat. Un débat animé avec la salle a conclu cette réunion publique, le 2^e tour, les classes sociales, l'unité à la gauche du PS, nos perspectives..., avant que Philippe, accompagné de ses camarades bordelais, ne reprenne le chemin de la capitale régionale. Christian et Marianne

Agenda



Jeudi 26 janvier, Metz.
Réunion publique à 20 heures.
Maison des associations,
1, rue du Coëtlosquet.

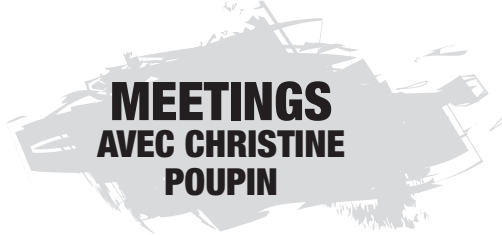
Vendredi 27 janvier, Marseille.
Réunion publique à 19 heures.
Théâtre Mazenod,
88, rue d'Aubagne, 1^{er} arr.

Jeudi 2 février, Strasbourg.
Réunion publique à 20 h 30.
Salle A, Maison des syndicats,
1 rue Sédillot.

Vendredi 3 février, Besançon.
Réunion publique à 20 heures.
Au Kursaal, place du Théâtre.

Mardi 7 février Montpellier.
Réunion publique à 20 h Salle
Guillaume-de-Nogaret Espace
Pitot, place du Professeur-Mirouze.

Mardi 21 février Beauvais.
Réunion publique à 19 heures,
Amphithéâtre du Pré-Martinnet,
17 rue du Pré-Martinnet.



Jeudi 2 février Saint-Nazaire.
Réunion publique à 20 heures, salle
l'Agora Maison des associations,
2 bis, Avenue Albert-de-Mun.



Vendredi 10 février Meudon.
Réunion publique à 20 heures,
École Perrault-Brossolette,
177, av de Verdun.



À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

LA DETTE: LE CA

Depuis plusieurs mois, pas un jour sans une nouvelle annonce en Europe pour exiger des populations toujours plus afin de payer la dette publique. Pas un jour sans un discours culpabilisant expliquant que nous vivons au-dessus de nos moyens. Comme si les besoins d'éducation, de logement ou de santé étaient satisfaits pour tous et toutes en Europe!

La dette fonctionne comme un chantage, les discours médiatiques omettent d'expliquer son origine pour nous faire croire que nous sommes tous et toutes responsables. Le gouvernement Fillon en profite pour imposer un nouveau plan d'austérité, tandis que le candidat socialiste pour 2012 prépare... l'austérité juste!

Les plans proposés, partout en Europe, relèvent de la même logique: faire payer la population afin de satisfaire l'appétit des « marchés financiers », expression abstraite derrière laquelle se cachent des banques, assurances et autres fonds de pensions. Ces institutions financières que les gouvernements ont sauvées en 2008, à coups de centaines de milliards d'euros. Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui ont déclenché la crise font des profits grâce aux taux d'intérêts usuraires qu'ils exigent des États endettés. Les cinq grandes banques françaises déclaraient pourtant plus de 21 milliards de profit en 2010.

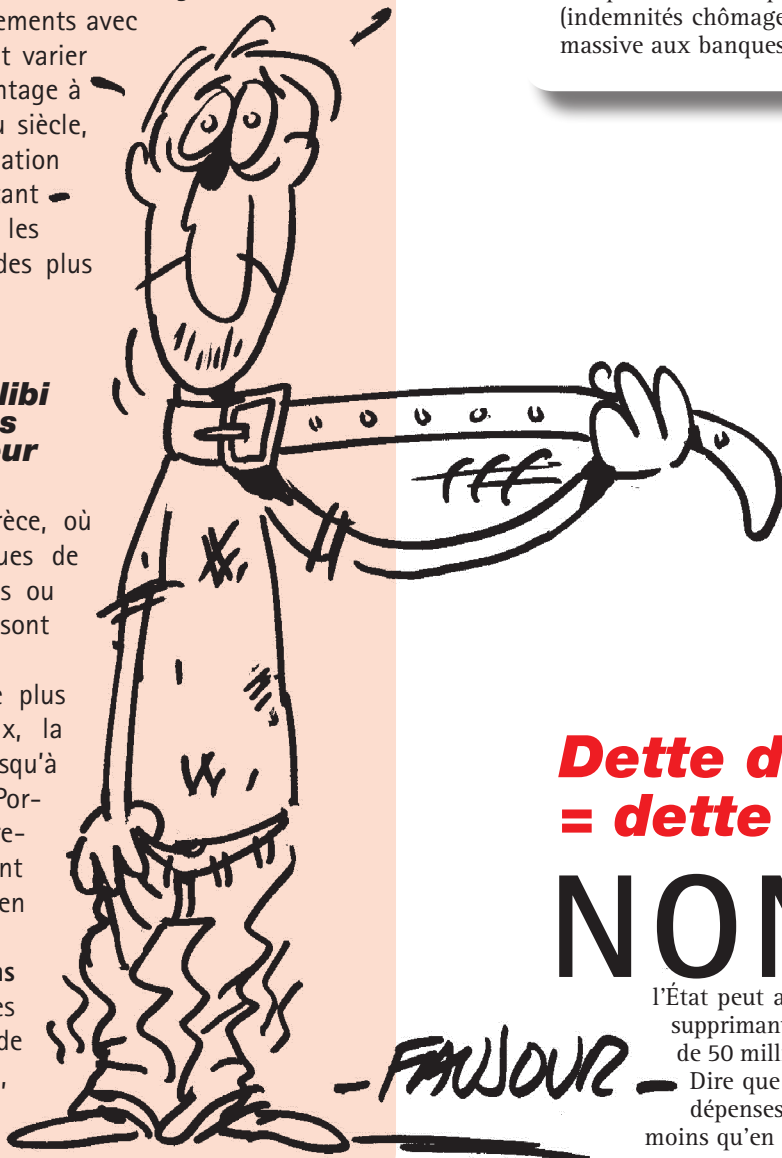
À chaque fois, ce sont les ménages qui payent la facture. Ces régressions économiques ont pour conséquence en particulier d'accroître les difficultés pour les femmes des milieux populaires, avec moins d'accès à l'emploi et moins de services publics. Pendant que les peuples en Europe sont priés de se serrer la ceinture, les marchés financiers continuent de bénéficier de taux d'intérêts avantageux auprès de la Banque centrale européenne (de l'ordre de 1%), pour ensuite exiger des États des remboursements avec des intérêts qui peuvent varier entre 3 et 7%! Ce chantage à la dette est le casse du siècle, l'ensemble de la population et les biens communs étant pillés pour satisfaire les profits et les revenus des plus riches.

La dette sert d'alibi à des régressions sociales d'ampleur

- **Privatisations** en Grèce, où des entreprises publiques de l'énergie, des transports ou des télécommunications sont bradées.

- **Hausse d'impôts.** Le plus inégalitaire d'entre eux, la TVA, est augmenté jusqu'à 23% en Grèce et au Portugal, les biens de première nécessité seront désormais taxés à 7% en France.

- **Baisses des prestations sociales:** amputation des pensions de retraite, de l'allocation chômage, baisse des remboursements de santé.



Qu'est-ce que cette dette ?

En France, le remboursement des intérêts de la dette est devenu cette année le premier poste budgétaire, soit 48,8 milliards d'euros, alors que l'enseignement scolaire, par exemple, représente 45,5 milliards (hors pensions)! Le remboursement de la dette coûtera cette année près de 160 milliards d'euros!

Pays	2007	2010
Grèce	96%	126%
Irlande	25%	97%
Italie	104%	120%
France	64%	83%
États-Unis	62%	93%
Royaume-Uni	47%	81%

Dette en pourcentage du produit intérieur brut (PIB: totalité de la richesse produite dans l'année et dans le pays).

D'où vient cette dette ?

Les dettes publiques, déjà importantes avant la crise, ont explosé avec cette dernière.

Depuis les années 1980, les gouvernements, qu'ils soient de droite ou socio-libéraux, ont mis en place la mondialisation néolibérale, mettant en concurrence les travailleurEs de tous les pays. Cette concurrence a servi de prétexte aux cadeaux fiscaux et aux allègements de cotisations sociales dans tous les États. La suppression de la taxe professionnelle et la réduction de l'impôt sur la fortune ne sont que les derniers cadeaux d'une très longue série.

Ce déséquilibre, entre recettes et dépenses est compensé par l'emprunt, c'est le double effet kiss-cool!

Pour les riches et les patrons, c'est double bénéfice: moins d'impôts et un placement sûr avec intérêts, le prêt à l'État.

Pour les usagers des services publics, c'est la double peine: moins de moyens et encore plus de dépenses pour payer les intérêts.

À partir de 2008, tout s'accélère. La récession économique entraîne moins d'impôts encore et plus de dépenses. Une partie de ces dépenses est légitime (indemnités chômage, aide sociale en période de crise) mais l'autre pas (aide massive aux banques et aux constructeurs automobiles).

Dette d'un État = dette d'un ménage ?

NON! Le discours dominant justifie le paiement de la dette publique par analogie au budget d'un ménage: « On ne peut vivre au-dessus de nos moyens ». Mais contrairement à un ménage, l'État peut augmenter ses ressources en augmentant ses impôts. En supprimant les cadeaux fiscaux faits aux plus riches depuis 2000, près de 50 milliards d'euros par an rentreraient dans les caisses de l'État. Dire que l'État dépense trop est un mensonge. Avant la crise, les dépenses publiques représentaient 52,3% du PIB, trois points de moins qu'en 1993.

Une cr néolib

L'Union européenne applique le néolibéralisme aux Européens salariés, à la délocalisation mais aussi les impôts européens a été, et les recettes publiques

Cette Europe de la c les réduire, en parti s'est retrouvé conc Pays-Bas, etc.) qui les économies des acheteurs de ces ex terrain pour la spéci de la crise de la det premiers perdants d d'Allemagne en par fortement limités p explique qu'il est au qu'en Grèce. C'est p Europe contre les pl ne s'agit pas d'un é travailleuses de cha de vie des peuples



CRASSE DU SIÈCLE!

Crise de l'Europe générale

européenne telle qu'elle a été construite cautionnée et les politiques néolibérales imposées aux peuples. C'est une Europe de la concurrence entre les où les patrons profitent du chantage permanent pour baisser les salaires et les droits sociaux, et les cotisations sociales. Cette construction reste, un moyen privilégié pour faire baisser les et donc alourdir la dette publique.

Concurrence a renforcé les déséquilibres au lieu de culier dans la zone euro. Le pouvoir économique entré dans les pays les plus riches (Allemagne, exportent des biens et des capitaux alors que pays de la périphérie ont été intégrées comme exportations, le plus souvent à crédit, et comme culation immobilière. Ils sont aujourd'hui au cœur (Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Espagne). Les de cette répartition des tâches sont les travailleurs particulier, dont les salaires et les droits ont été très pour baisser le coût des exportations. C'est ce qui aujourd'hui moins cher de produire en Allemagne pourquoi la solidarité internationale des peuples en dans d'austérité est l'unique résistance possible. Il plan charitable: les défaites des travailleurs et des que pays pèsent directement sur les conditions européens.

La dette ou la santé? C'est au patronat et aux banquiers de payer!

Quand le patronat ne paye pas, c'est l'État qui s'endette!

Depuis une vingtaine d'années, les exonérations de cotisations sociales (que le patronat appelle «charges») ont explosé. Officiellement pour favoriser la lutte contre le chômage, c'est en réalité pour faire baisser le coût du travail que ces mesures ont été prises.

De récentes études permettent de retracer l'historique: en 1992, les exonérations se montaient à 1,9 milliard d'euros. En 2009, ce sont 69 milliards selon la Cour des comptes. Entre 1992 et 2010, ce sont au total 316 milliards d'exonération qui ont été accordés.

En remplacement de ces cotisations non versées par le patronat, tous les ans l'État puise dans les impôts pour compenser (pas intégralement d'ailleurs et la Sécurité sociale est perdante dans l'affaire).

De 1992 à 2010, 275 milliards ont été compensés par le budget de l'État. 275 milliards que l'État a donc consacrés à «assister» le patronat, qui lui sait ce que vivre au-dessus de ses moyens veut dire!

275 milliards qui ont donc manqué pour le budget de l'État et au nom de quoi il a fallu emprunter et s'endetter. Cette dette-là c'est celle du patronat! À lui de la payer.

Des infirmières et des infirmiers, pas des intérêts!

Depuis de nombreuses années, le service public hospitalier fait l'objet de «réformes» qui visent à transformer l'hôpital en entreprise «rentable» productrice de soins et à créer les conditions de sa privatisation. Un des moyens utilisés a été la modification des conditions de financement des équipements et des investissements. Historiquement basé sur la subvention

d'État ou l'emprunt à taux réduit auprès de la Caisse des dépôts et consignation, le financement des investissements avec le plan hôpital 2007, adopté en 2003, a diminué les subventions et a largement favorisé la bascule vers l'emprunt auprès des banques. Dexia représentait 40% de l'investissement hospitalier mais HSBC, Goldman Sachs, JP Morgan se sont aussi mis sur le coup. Résultat: en cinq ans, l'endettement hospitalier est passé de 10 à 24 milliards et il a triplé en dix ans.

Et ce sont souvent des emprunts «toxiques» qui ont été vendus, susceptibles de voir leurs taux d'intérêts exploser d'un seul coup selon des procédures rarement expliquées au moment de la signature des contrats! Résultat des courses: avec des taux qui se sont envolés, le surcoût des emprunts est estimé à 500 millions d'euros. Certains établissements hospitaliers risquent de se trouver devant un choix inacceptable: mettre en œuvre des plans de retour à l'équilibre, licencier, fermer des services et refuser des malades pour payer les échéances des prêts. Les femmes sont triplement touchées par ces coupes budgétaires: dans ce secteur principalement féminin, elles sont davantage concernées par les licenciements; au sein de la famille, elles compensent les fermetures des centres de santé; enfin, les services à destination des femmes (centres IVG, maternités de proximité, gynécologie) sont les premiers fermés.

La Fédération hospitalière de France, en octobre 2011, a évoqué le risque de ne pas pouvoir payer les salaires dans certains établissements, alors que les intérêts, eux, continueraient à être honorés. C'est la satisfaction des créanciers au détriment de notre santé! Placé dans une telle situation, l'exigence d'un moratoire immédiat sur la dette s'impose pour permettre de répondre aux besoins de santé de la population.

Refusons de payer cette dette illégitime!

Le NPA participe à une campagne unitaire portée par de nombreuses organisations politiques, associatives, syndicales, avec la volonté de mener partout le débat et faire que la population s'empare des décisions qui la concernent. Le site de l'appel unitaire: <http://www.audit-citoyen.org/>

Exiger un audit populaire, c'est tout d'abord démêler les fils de cette dette accumulée depuis des années: qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux? Quelle part du capital emprunté a-t-elle déjà été remboursée? Comment la dette a-t-elle enflé sans que cela profite à la majorité de la population? Qui a emprunté et au nom de qui? Qui a prêté et quel a été son rôle? Comment des dettes privées sont-elles devenues «publiques»?

C'est aussi construire partout des collectifs rassemblant la population, permettant de recueillir les témoignages, les enquêtes, de se donner mutuellement les moyens de comprendre et d'agir contre cette dette et les plans d'austérité qu'elle engendre en lien avec toutes les résistances de la population contre les politiques d'austérité et leurs conséquences. Nous voulons imposer par la mobilisation la levée du secret bancaire, le contrôle sur les opérations financières, mettre en cause le droit des banquiers et des capitalistes à disposer de nos vies.

Un moratoire tout de suite!

Un moratoire, c'est suspendre les paiements pour mettre un terme au chantage aux coupes budgétaires et à l'austérité. C'est utiliser les remboursements des intérêts pour répondre aux besoins sociaux: chaque année, le remboursement

des intérêts correspond à 1 million d'emplois à 2.000 euros net, cotisations sociales comprises. C'est donner le temps de l'audit de cette dette, de la décision politique pour permettre à l'ensemble de la population de décider de son avenir.

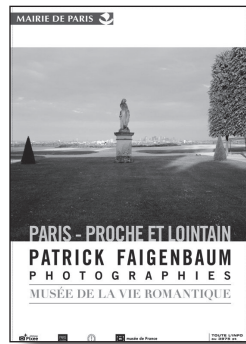
Cette dette n'est pas la nôtre, nous n'avons pas à la payer!

Pour le NPA, la réponse est claire, une dette construite par les cadeaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises est illégitime et n'a pas à être payée. Tous ensemble, nous devons par nos mobilisations imposer son annulation. Son annulation ouvre la possibilité d'utiliser l'argent public pour des investissements et des emplois utiles à toute la population. C'est aussi la condition pour mettre un terme au pouvoir des marchés. L'annulation de la dette provoquera la faillite des institutions financières, nous dit-on, mais c'est la politique même des banquiers et des États qui conduit à la faillite et à la ruine de la société. Il y a urgence à les empêcher de nuire. Il n'est plus question de renflouer à coups de milliards d'argent public leurs bilans pourris par les opérations douteuses, pour leur permettre de poursuivre leurs spéculations contre les peuples. Il faut les saisir, les socialiser sans indemnité ni rachat pour constituer un véritable service bancaire public sous le contrôle de la population, une appropriation publique et sociale du crédit qui permette d'imposer le contrôle des capitaux et de leur utilisation. Il n'y a pas d'autre voie pour en finir avec la mainmise des banquiers sur les finances publiques, pour en finir avec la spéculation.





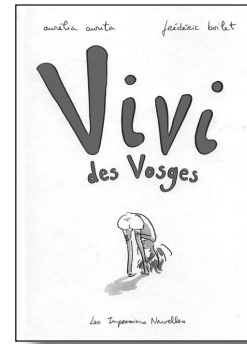
<http://www.banksy-art.com/>
Banksy, personnage mythique et anonyme de la scène graffiti anglaise, est un artiste qui revendique. Il provoque, choque, perturbe la société et toute son œuvre en est un témoignage. Utilisant une combinaison de pochoirs et d'écrits, son art est un mélange d'ironie et d'humour, avec la plupart du temps un message clair. Banksy, c'est le cauchemar des autorités policières, un « art terrorist », se faufilant dans les lieux publics comme une ombre. Prenez un ticket pour le petit monde de Banksy et laissez-le vous émouvoir. (site UK : <http://www.banksy.co.uk/>)



EXPOS
PATRICK FAIGENBAUM, PHOTOGRAPHIES
Paris, Musée de la Vie romantique
Jusqu'au 12 février 2012
Qu'ont à faire les photographies récentes d'un grand photographe contemporain, même reconnu bien au-delà de son enseignement aux Beaux-Arts, dans ce conservatoire du romantisme qu'est l'hôtel Scheffer-Renan, dont l'un des charmes est précisément sa désuétude? Au-delà de l'hommage à la maestria de Faigenbaum, extraordinaire dans son usage des lumières, des couleurs et des cadrages, et de son évocation de « Paris proche et lointain » qui rappelle parfois les grands peintres romantiques (ses vues de Rungis font penser à Géricault), il s'agit pour Daniel Marchesseau, qui dirige le musée de la rue Chaptal, d'administrer la preuve de « la continuité poétique du romantisme stricto sensu dans le monde d'aujourd'hui ». Ces photographies en offrent une démonstration convaincante et souvent fort émouvante, attestant que ce médium n'a pas « tué l'art », comme il se dit parfois imprudemment.
Gilles Bounoure



LIVRES
EN CONTEMPLANT UNE COLLECTION DE PEINTURES
Caspar David Friedrich
Édition et traduction : Laure Cahen-Maurel
José Corti / 18 euros
Friedrich (1774-1840), le plus génial et le plus célèbre des peintres romantiques allemands, le plus avancé sur le plan politique aussi, jusqu'à saluer en 1830 les révolutionnaires de l'insurrection démocrate de Dresde, se méfiait de l'écriture et des théories esthétiques. Il a néanmoins laissé quelques écrits remarquables, réunis ici pour la première fois en français, marquant ses exigences de profondeur, de liberté et d'invention. « Chaque époque a son bon et son mauvais esprit; sachez voir seulement le meilleur de votre temps, et n'ériges pas le passé en modèle inconditionné du présent... [..] Il n'y a guère de phénomène naturel qui ne puisse devenir un objet de l'art s'il est saisi avec justesse, dignité et délicatesse. Et même si aucun artiste ne l'avait encore saisi de cette façon, cela ne prouve nullement qu'il ne le sera pas dans l'avenir: ainsi, qu'on ne nous barre pas la route! »
G. B.



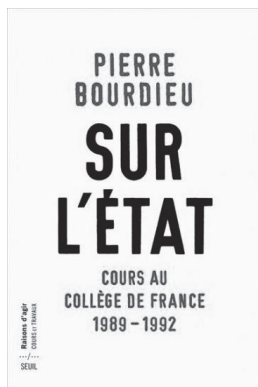
BD
VIVI DES VOSGES
Aurélia Aurita, Frédéric Boilet
Les Impressions nouvelles / 16 euros
Voici une BD pour enfants fraîche et subversive, librement inspirée de l'histoire de l'enfant sauvage. Victorine est une enfant des bois qui vit parmi les animaux. Des chasseurs la capturent, la ramènent à la civilisation et lui trouvent une maman adoptive, qui l'oblige à s'habiller et à aller à l'école. Vivi trépigne, se débat dans ce nouveau monde en noir et blanc quand le monde de la forêt était coloré, et surtout Vivi refuse de porter une culotte! Elle devient vite la souffre-douleur de son école, dans des scènes qui par leur graphisme et leur humour font penser à un Petit Nicolas un peu trash, mais elle a aussi un amoureux secret. Beaucoup d'humour et de fantaisie dans cette histoire presque sans paroles.
Sylvain Pattieu



CINÉMA
MILLENNIUM
David Fincher
Œuvre de commande que ce *Millennium* made in Hollywood, mais David Fincher (*Seven*, *Zodiac*) s'en sort drôlement bien. Fidèle au roman de Larsson, il accélère un tout petit peu le rythme par rapport au film original d'Oppie (2009). Et ce n'est pas plus mal! La caméra de Fincher a su respirer la Suède et ses démons, suivre cette grande famille capitaliste nordique, les Vanger, véritable nid de vipères dévoré par les haines recuites et empoisonné par la viande froide nazie. La découverte du lien entre la disparition d'Harriet (la petite nièce du patriarche Vanger) et l'œuvre d'un tueur en série est accompagnée d'une musique fascinante. Rooney Mara réussit le challenge de passer après Noomi Rapace pour incarner Lisbeth Salander. Daniel Craig, quant à lui, aura du mal à interpréter 007 après ce film où il est malmené en permanence et dominé par les femmes, et par Lisbeth en particulier. Le générique du film est construit autour d'une version hallucinante d'*Immigrant Song* de Led Zeppelin.
Sylvain Chardon

L'essai
SUR L'ÉTAT. Cours au Collège de France (1989-1992)

PIERRE BOURDIEU
Seuil
670 pages
29 euros



« Au secours, Bourdieu revient! » Le titre d'un récent billet d'un directeur-adjoint du Figaro en dit long sur la détestation qu'a suscitée Pierre Bourdieu, et qu'il suscite encore, chez les plus fervents défenseurs de l'ordre établi. Car dix ans après sa mort, Bourdieu « revient ». Un film, *les Nouveaux chiens de garde*, qui se situe dans la continuité des travaux du sociologue sur le journalisme et les médias, connaît actuellement un franc succès, au grand désarroi des éditocrates de tout poil. Un livre, *Sur l'État*, vient d'être publié, et est probablement appelé à devenir un classique, tant il offre un éclairage substantiel sur la pensée de Pierre Bourdieu. Sur la forme, tout d'abord. Ces cours dispensés au Collège de France ne sont pas réservés à des sociologues chevronnés, mais ont vocation à être compris par un large public. Comme le signalent les éditeurs, « [on] est plus proche de la logique de la découverte scientifique que de celle d'une exposition écrite, parfaitement ordonnée, des résultats d'une recherche ». On pourra suivre pas à pas le cheminement de Bourdieu, et les interactions avec l'auditoire. Sur le fond, ensuite. On ne peut pas résumer ici l'ouvrage mais néanmoins indiquer l'une de ses hypothèses centrales : l'État ne peut exister que par la croyance collective en l'illusion de son rôle de régulateur, grâce à son monopole, au nom de la neutralité et de la recherche du bien commun, sur la légitimité de la norme, du discours universel, et de la décision. En illustrant son propos d'exemples du quotidien, tout en discutant avec des auteurs comme Weber, Elias, Durkheim ou Marx, Bourdieu affirme que l'État tire sa force du fait qu'il a imposé un univers de pensée, y compris à ceux qui s'efforcent de penser l'État. Et invite chacun à transgresser, voire à bouleverser, les règles du jeu pour s'émanciper, dans la pensée et dans les actes, de cette forme supérieure de domination.
Julien Salingue

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

MEGAUPLOAD La guerre du Net est déclarée

Le site de Megaupload a été fermé le 19 janvier par la justice américaine, et ses dirigeants ont été arrêtés. Les autorités ont ainsi franchi un pas de plus dans la répression contre l'Internet libre, au seul profit des majors.

Pour les internautes, Megaupload, qui vient de fermer sur décision de justice, était un site incontournable où l'on pouvait télécharger et regarder films et séries en streaming¹. Son dirigeant Kim Schmitz, surnommé Kim Dotcom, avait instauré un principe simple : le « direct download »². Chaque internaute pouvait déposer un fichier sur leurs serveurs, fichier qui pouvait ensuite être téléchargé gratuitement par d'autres internautes, que ce soient des fichiers personnels, des films ou de la musique protégés normalement par le droit d'auteur. Megaupload qui proposait aussi des services payants pour accroître la vitesse de téléchargement, était fréquenté par 25 millions de visiteurs par jour. Mais jeudi 19 janvier, le département américain de la justice a décidé d'intervenir pour faire tomber le géant du streaming. Le 5 janvier, les jurés ont estimé que les éléments à charge étaient suffisants pour une mise en accusation formelle. Cinq infractions ont été retenues : association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de racket, infraction à la propriété intellectuelle, blanchiment d'argent ainsi que deux autres infractions (présomées) pour atteintes au copyright. Remettant en cause le fait que les internautes soient récompensés financièrement pour mettre en ligne les fichiers les plus populaires sous copyright, le FBI dénonce la reproduction et la distribution illégale de contenus protégés par le droit d'auteur. Interpellé en Nouvelle-Zélande, Kim Dotcom a donc vu son empire s'effondrer quand les autorités américaines ont visé ses infrastructures (serveurs, disques durs) et on saisi les dix-huit noms de domaines associés.

Cette décision survient au lendemain d'une mobilisation de sites américains contre deux projets de loi (PIPA et SOPA³) visant à défendre les droits d'auteur en facilitant le blocage des sites contrevenants sans intervention de la justice. Elle a provoqué un véritable tremblement de terre sur la toile. Celle-ci est en train de déclencher une cyberguerre civile mondiale entre internautes et pouvoirs publics. La partie visible de cette frange de l'Internet libre a trouvé un porte-voix à travers le groupe d'activistes Anonymous qui a répliqué dès l'annonce de la fermeture de Megaupload en noyant un certain nombre de sites sous des requêtes de connexions, entraînant la mise hors service des sites du ministère américain de la Justice, d'Universal Music et de l'industrie musicale américaine (RIAA). En France, le site de la Hadopi, du ministère de la Défense et de l'Élysée ont aussi été visés. Mais pourquoi les Anonymous réagissent-ils sains à la fermeture de Megaupload? Peut-être simplement parce que cette attaque envers le site présage de nouvelles restrictions de libertés sur Internet. Anonymous ne cherche donc pas à défendre Kim Dotcom, suspecté d'avoir monté une mafia, mais plutôt à défendre Internet contre la censure, contre les lois américaines SOPA/PIPA et la version européenne ACTA qui prévoient d'effacer de la toile tous les sites diffusant des contenus protégés. Au lieu de repenser la façon d'échanger des



contenus sur Internet, en tenant compte des auteurs et des ayants droits via par exemple l'instauration d'une licence globale, nos gouvernements font désormais le choix clair d'un flicage perpétuel de nos contenus. Sarkozy, qui se félicite de la fermeture de Megaupload, se range donc une fois de plus du côté des majors et des multinationales, au détriment des artistes et des consommateurs. C'est d'ailleurs dans cet esprit répressif basé sur la suppression systématique des contenus qu'il compte mettre en place la loi Hadopi 3 pour supprimer l'accès aux vidéos en streaming. On peut donc aisément imaginer que les activistes d'Anonymous vont encore faire parler d'eux très bientôt.

Coralie Wawrzyniak

1. Lecture en continu.
2. Téléchargement direct.
3. « Protect IP Act » et « Stop Online Piracy Act ».

Quel vent nouveau souffle en Birmanie ?

Le 12 janvier, le président birman a signé une amnistie permettant la libération d'environ 300 prisonniers politiques. Cette annonce s'inscrit dans un contexte de changements significatifs révélateurs d'un tournant dans la situation du pays.

À la suite des élections du 7 novembre 2010, un gouvernement semi-civil, composé pour la plupart d'anciens militaires, a vu le jour en mars 2011. Ce gouvernement a cherché à établir de nouvelles relations avec l'opposition. Des rencontres officielles ont eu lieu au plus haut niveau de l'État entre Aung San Suu Kyi et le ministre Aung Myi Thaw, puis avec le président Thein Sein. Dans une déclaration commune, les deux parties ont affiché leur volonté « de coopérer en recherchant la stabilité et le développement national », « d'éviter les points de vue conflictuels et de coopérer sur une base réciproque ». Suu Kyi s'est dite prête à assumer un rôle dans le gouvernement après les élections partielles qui auront lieu le 1^{er} avril. Récemment, son parti la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a été réenregistrée officiellement après avoir été dissoute en 2010 et Aung San Suu Kyi a annoncé sa candidature lors des prochaines élections et le 23 décembre 2011. Les révoltes de 1988 et de 2007 ont conduit à des bains de sang et à une répression très dure. Dans un contexte où l'opposition birmane est très affaiblie, Suu Kyi semble faire le pari que de réelles évolutions sont possibles en soutenant les changements actuels, même s'ils sont encore très limités.

La situation avec les groupes ethniques qui constituent un tiers de la population du pays est une autre question épineuse. Depuis l'indépendance en 1948, la Birmanie a été secouée par des conflits ethniques. Les minorités ethniques revendiquaient le droit à l'autonomie et s'opposaient aux nationalistes birmanes dont le but était l'établissement d'un État unitaire centralisé.

Au mois de septembre 2011, le président a ouvert le dialogue avec l'ensemble des groupes armés sans conditions préalables. Trois principaux groupes ethniques ont depuis signé un accord de cessez-le-feu et des contacts ont été établis avec la plupart des autres groupes. Sur le terrain, la situation reste encore conflictuelle et les populations n'ont pas vu d'améliorations significatives de leurs conditions de vie. Les groupes armés restent sceptiques quant aux intentions du gouvernement. Une paix durable ne pourra se faire sans que soient prises en compte leurs revendications qui portent sur l'égalité des droits, l'autonomie et le développement économique

et la question du fédéralisme de l'État birman. Les réformes du gouvernement, encore impenables il y a un an, ne sont pas le résultat d'une conversion à la démocratie. Durant 60 ans, les militaires au pouvoir ont pillé les ressources du pays, aujourd'hui l'un des plus pauvres de la planète alors même qu'il regorge de richesses naturelles. Les « avancées » qui saluent la communauté internationale ont pour objectif d'obtenir la levée des sanctions économiques internationales qui permettraient les investissements étrangers dans le pays. Le développement économique potentiel de la Birmanie aiguise les appétits des multinationales. D'où un défilé de représentants des puissances occidentales (États-Unis, Australie, Union européenne, France, Norvège, Grande Bretagne...) qui font les VRR des grandes entreprises nationales et multinationales en attendant la levée des sanctions économiques.

Les réformes ont aussi eu des conséquences sur les relations de la Birmanie avec ses voisins et en premier lieu avec la Chine. La junte militaire a toujours maintenu des liens très forts avec Pékin. La Chine a investi des milliards de dollars dans le pays en infrastructures et en contrats d'achats des matières premières sans que la population birmane n'en tire de bénéfice. Parmi les grands projets, Pékin avait entrepris en 2009 la construction du gigantesque barrage de Myitsone sur la rivière Irrawaddy, dans l'État Kachin. 90% de la production devaient être

acheminés dans le Yunnan en Chine. Dès la signature du contrat en 2006, le projet a rencontré une opposition très forte, en particulier parmi les Kachin. Mais avec la libéralisation en cours, les critiques ont eu un écho au niveau national. Devant la force de l'opposition, le président a préféré suspendre sine die la construction du barrage sans même prévenir Pékin. Cette décision semble indiquer une volonté du gouvernement d'élargir ces soutiens au niveau international et de ne pas rester trop dépendant de Pékin. D'autre part, le passage d'une dictature militaire à une démocratie (de façade) n'est pas chose aisée. Le président Thein Sein a passé un accord avec Suu Kyi pour pouvoir mener des réformes sans bouleversements de la rue. Le mouvement social qui s'est développé autour du barrage de Myitsone semble indiquer que la chose pourrait ne pas être aussi aisée.

Danielle Sabai



APPEL INTERNATIONAL Solidarité avec la révolution égyptienne authentique

Au moment où nous bouclons, la liste des signataires de cet appel n'est pas encore définitive.

Il y a un an, les courageux militants égyptiens enthousiasmaient le monde. Envahissant la place Tahrir au Caire et des emplacements similaires dans d'autres métropoles et villes, manifestant devant les édifices gouvernementaux et faisant grève pour gagner le minimum vital, pour les droits des travailleurs et contre des chefs corrompus, ils ont renversé un dictateur et ont développé un processus de soulèvement de masse démocratique qui a été surnommé « le printemps arabe ». Dans le même temps, la révolution égyptienne est devenue une source d'inspiration pour des millions de gens dans le monde entier.

À chaque étape du processus, des millions de gens ordinaires ont porté des coups pour les droits des femmes, pour des syndicats indépendants, pour la démocratie et la justice sociale. Mais à chaque étape, ils se sont heurtés à un appareil militaire décidé à bloquer tout changement réel. Même quand le dictateur, le président Moubarak, a été renversé, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a continué d'exercer le pouvoir via la loi de « l'État d'urgence », tout en réagissant à la montée révolutionnaire par des arrestations, des tortures, des passages à tabac et des assassinats. Depuis la chute de Moubarak, quelques 14 000 personnes ont été déférées aux tribunaux militaires et soumis aux coups et aux tortures qui vont avec. En conséquence, un an plus tard, le sort de la révolution est en jeu. Ces derniers mois, les attaques du CSFA contre les jeunes, les femmes et les travailleurs sont devenues de plus en plus menaçantes. Les violences continues contre les femmes qui manifestent se sont intensifiées. L'armée a été clairement impliquée dans les agressions contre les chrétiens coptes dont vingt-quatre ont été assassinés en octobre dernier. En décembre, une escalade inquiétante des attaques de l'armée contre des manifestants pacifiques a accru le nombre des martyrs de la révolution. Entre-temps, de jeunes militants du mouvement du 6 avril ont été arrêtés et accusés d'avoir insulté l'armée et de tentative de renverser l'État, simplement pour avoir distribué des affiches contre le CSFA. Au même moment, le CSFA et le ministère de l'Intérieur ont lancé une campagne de dénigrement menaçante contre les militants de la gauche socialiste et ont envoyé l'armée mener des rafles dans les bureaux de dix-sept ONG. En agissant ainsi et avec d'autres procédés, le CSFA a clairement démontré qu'il n'a pas l'intention d'abandonner le pouvoir.

Mais les courageux Égyptiens refusent de céder face à ces attaques. Novembre et décembre ont vu d'énormes mobilisations populaires, des grèves d'enseignants, une manifestation exemplaire de 10 000 femmes déterminées au Caire et un rassemblement de 50 000 manifestants place Tahrir pour fêter la nouvelle année. Ces actions sont une source d'espoir immense pour l'avenir de la révolution populaire en Égypte.

En tant qu'écrivains, syndicalistes, universitaires et militants qui ont soutenu la révolution démocratique égyptienne, nous refusons de nous taire face à ces agressions, compte tenu notamment du silence de nos gouvernements. Nous condamnons publiquement toutes les atteintes à la liberté de parole, de réunion, de religion et d'association en Égypte. Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques. Nous condamnons les actions des gouvernements étrangers tels que ceux des États-Unis et de Grande-Bretagne qui font l'éloge hypocrite de la révolution égyptienne tout en fournissant au CSFA des armes et des gaz lacrymogènes pour écraser les manifestations. Nous affirmons notre solidarité avec les organisations démocratiques, syndicales, de femmes, de jeunes et socialistes qui exigent que la révolution égyptienne poursuive son chemin vers une démocratie authentique et vers la justice sociale.

YÉMEN Saleh négocie, le peuple hurle

Ben Ali? Dans un exil doré, en Arabie saoudite. Moubarak? En prison, malade, et menacé de la peine capitale. Kadhafi? Lynché. Dans un proche avenir, un quatrième chef d'État arabe qui s'était maintenu au pouvoir pendant des décennies, le (bientôt ex) président yéménite Ali Abdallah Saleh, devra régler les modalités de « l'après ».

A priori, il voudra passer son temps après le pouvoir aux États-Unis d'Amérique. Après avoir tergiversé et officiellement hésité de l'accueillir en décembre 2011, les USA se sont par la suite déclarés prêts à recevoir Saleh. Cependant, dans un premier temps en tout cas, il s'agit juste de lui offrir l'occasion de se soigner.

Ce mercredi 25 janvier, Ali Abdallah Saleh était attendu au Presbyterian Hospital à New York pour y recevoir des soins. Le président yéménite avait été grièvement blessé lors d'un attentat, en juin 2011. Le département d'État a bien insisté, dans ses déclarations officielles, pour dire que le visa attribué à Saleh expirait fin février 2012. Officiellement, en tout cas, il est prévu que Saleh revienne au pays après l'élection présidentielle du 21 février prochain, afin d'assister à la transmission des pouvoirs à son successeur. L'identité

de ce dernier ne fait d'ailleurs aucun doute, vu que le Parlement yéménite a entériné, le 22 janvier, la candidature unique d'un « homme du consensus ». Il s'agit de l'actuel vice-président du régime en place, Abd (ou Abdel) Rabbo Mansour Hadi. Il dirige d'ores et déjà le pays, en l'absence du (encore) président. La continuité à la tête de l'État sera donc parfaitement assurée.

Le même jour, le 22 janvier, le Parlement avait également voté la loi garantissant l'impunité totale à Saleh et à son entourage. Il ne pourra donc plus être poursuivi pour ses crimes, ni en matière économique et sur le plan de la corruption ni en ce qui concerne la mort violente de 500 à 600 manifestants au cours de l'année 2011. Alors que des manifestations contre l'impunité avaient déjà eu lieu dans le pays, les semaines précédentes, le résultat du vote du 22 janvier a tout de suite fait sortir des dizaines de milliers de personnes dans les rues. Les mécontents, nombreux/ses, revendiquent des poursuites contre Ali Abdallah Saleh, des slogans demandant ouvertement « son exécution ». Des organisations de défense des droits de l'homme, telles qu'Amnesty International et HRW, se sont aussi déclarées scandalisées par un tel exemple flagrant d'impunité garantie.

Saleh risque en effet de donner le mauvais exemple à d'autres autocrates. Malgré la continuité institutionnelle programmée, depuis douze mois, le mouvement de contestation au Yémen a donné une riche expérience politique à la population. Un foisonnement d'initiatives et un bouillonnement ininterrompu n'ont pas seulement marqué le lieu du campement permanent des protestataires, à « place du Changement » à Sanaa, la capitale. Ces dernières semaines, une vague de grève visant à faire « dégager » de leurs postes des proches de Saleh, profiteurs de la corruption endémique, a traversé le pays, y compris au sein des forces armées. C'était le cas dans la compagnie nationale aérienne Yemena Airways, à l'aéroport et dans l'armée de l'air, à l'hôpital public As-Saoura, dans la marine, dans la ville portuaire d'al-Houdaydah. Des centaines d'officiers employés dans l'office d'information de l'armée, exigeant le départ du général corrompu Ali al-Shater, étaient également en grève en décembre. Une telle expérience au sein du pays ne sera pas annulée par le simple fait que le président passera le relais à son successeur.

Bertold du Ryon

Pas de trêve hivernale pour les Roms...

Désignés à la vindicte populaire par Sarkozy lors de son discours de Grenoble, les Roms sont l'objet d'une attention toute particulière du ministre de l'Intérieur Guéant. Plusieurs milliers de Roms sont chaque année utilisés pour faire progresser la statistique des expulsions du territoire. Pourtant européens de plein droit selon Bruxelles, mais pas selon la France, de Sarkozy, Besson à Guéant, les Roms présents en France sont plus que jamais chassés et pourchassés par l'État UMP. Hommes, femmes, enfants sont l'objet d'innombrables rafles et destructions de leurs lieux de vie, de leur envahissement par les « forces de l'ordre » au petit matin. Ignobles comportements rappelant malheureusement les temps troubles, et pas si lointains de notre histoire.

Ignoble comportement aussi de cette gauche qui, comme à Évry, le vendredi 13 janvier, par arrêté municipal du maire Manuel Valls, en appelle au préfet pour évacuer manu militari des enfants et leurs parents et détruire leur campement à la pelleuse.

Ignoble argumentaire qui autorise nos édiles locaux à prononcer des arrêtés sous couvert de « caractère précaire des constructions », « de risque d'effondrement de ces baraquements », « de risque d'incendie », « de risque de prolifération des rongeurs et de propagation de maladie », « de risque pour la sécurité routière ».

Toujours aussi nauséabonde argumentation que de revendiquer l'urgence des expulsions sous couvert de la mise en protection des populations Roms « particulièrement en cette période hivernale ».

Insupportable de justifier cette violence policière des expulsions en prétextant l'existence de « dispositifs d'urgence coordonnés par l'État au sein du département de l'Essonne ».

Mais peut-être s'agit-il de l'application pour le maire d'Évry, Manuel Valls, directeur de la communication du candidat François Hollande, du mot d'ordre : « le changement, c'est maintenant ».

Après Évry, sur sa lancée, le préfet Fuzeau veut mettre fin au squat de l'ex-gendarmerie de Viry-Chatillon où plusieurs dizaines de familles tentent de survivre en affichant la volonté de ne pas quitter la place sans qu'il leur soit apporté une quelconque réponse. Le droit au logement, l'accompagnement social, le maintien de la scolarité de leurs enfants, ce n'est pas pour eux.

Derrière la résistance des familles du squat, leur refus de fuir une nouvelle fois, la mobilisation s'organise autour des militants de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines, roms (ASEFRR) soutenue par le PCF, le NPA, la FASE, le PG... Le mouvement de solidarité autour de ces familles est bien décidé à ne plus laisser faire.

Correspondant

Les chômeurEs occupent Pôle Emploi !

N'étant pas invités au sommet « social », les chômeurs avaient décidé de faire entendre leur voix. Des actions avaient été annoncées dans une trentaine de villes. Retour sur quelques exemples.

À Nancy, les militantEs du collectif la Crise et de la CGT Pôle Emploi se sont renduEs à une réunion « proposée » à des chômeurEs pour faire la pub des boîtes. Le directeur de l'agence est interpellé sur les radiations, l'accueil unique, les contrôles d'identité... Puis c'est la CAF de Nancy qui est visitée. Les salariéEs en grève occupent le CE où se trouve la directrice. En solidarité, des grévistes viennent voir les manifestantEs. Malgré les tentatives de la direction qui cherche à mettre à dos les usagers – à qui l'on dit que ce sera fermé – et fait appel aux CRS, la situation se retourne. Les salariéEs rejoignent les manifestantEs : « Titulaires/allocataires solidaires ! » Le slogan est repris par toutes et tous, y compris les usagerEs. « Direction/démission ! Direction/RSA ! » Il faut entretenir et développer la convergence entre usagerEs et salariéEs : le lundi 23 janvier a eu lieu une nouvelle action, à laquelle l'intersyndicale de la CAF a souhaité associer le collectif.

À Rennes, l'agence Pôle Emploi a pu être occupée le 17 janvier, et l'entrée a été murée dans la nuit du 18 au 19 avec le slogan « marre de parler à des murs », qui reflète bien la mise

à distance organisée des chômeurEs par Pôle Emploi. Un nouveau rendez-vous est prévu le 25 janvier.

À Bordeaux, une cinquantaine de militantEs (AC ! Gironde, Attac 33, Désobéissants, MNCP, CNT STP, Sud Ptt, Sud Educ, Solidaires Pôle Emploi, GU, PG, NPA, EÉLV, PCOF 33) a tenté d'occuper Pôle Emploi de Bordeaux Saint-Jean. Mais l'agence était gardée par les flics... Néanmoins, une délégation de cinq personnes a été reçue à la direction régionale Aquitaine de Pôle Emploi.

À Paris, deux rendez-vous étaient fixés, un par le collectif « les Raisons de la colère » qui regroupe les associations de chômeurEs (excepté la CGT chômeurs) et deux syndicats de Pôle Emploi (SNU-FSU et SUD), l'autre par les Désobéissants. Le collectif s'est rendu au ministère du Travail. La délégation AC !, Apeis, MNCP qui a été reçue par un le cabinet de Xavier Bertrand est ressortie sans résultat.

Cette journée du 17 janvier fait ressortir trois éléments. L'attitude de la direction de Pôle Emploi considère les chômeurEs comme des ennemiEs et cherche par tous les moyens à leur empêcher tout dialogue avec les salariéEs de Pôle Emploi. À Vitry (94),

par exemple, face au « risque » d'occupation, l'agence n'a pas ouvert du tout ! La direction avait embauché des vigiles pour l'occasion et les locaux de la direction régionale et de la direction générale étaient transformés en place forte...

La mobilisation a révélé aussi la nécessité de la convergence systématique entre organisations de chômeurEs et organisations syndicales, à commencer par celles de Pôle Emploi, pas toujours concernés par la question à part la CGT, le SNU (FSU) et SUD.

Enfin, elle montre les difficultés de l'unité des associations de chômeurEs, partagées entre une volonté de reconnaissance institutionnelle et la nécessité de créer le rapport des forces.

CorrespondantEs



Éclair: cheval de Troie de la déréglementation de l'école

Luc Chatel vient d'annoncer une nouvelle mesure qui vise à casser le statut des enseignantEs, à travers la remise en cause du système de mutation. Actuellement, le mouvement se fait sous le contrôle de commissions paritaires où les éluEs des syndicats essayent de maintenir la transparence et l'égalité de traitement (selon un barème se basant sur l'ancienneté, les enfants et le lieu de résidence). Mais dans le cadre de la politique de « flexibilisation » des personnels, de plus en plus de mesures sont mises en place pour contourner ce système. Depuis l'an dernier, les établissements du dispositif Éclair recrutent directement sur des « postes à profil », avec CV, lettre de motivation et entretien. Mis en place à l'échelle académique, ce dispositif a fait « flop » l'an passé : une candidature pour quatre postes proposés en moyenne. Cette année, pour développer cette logique, Chatel a étendu le recrutement Éclair aux postes profilés au niveau national, et y a ajouté des incitations financières (primes qui pour la plupart existaient auparavant dans les ZEP qui sont progressivement remplacées par Éclair). En fait, ce dispositif mis en place pour l'instant dans les établissements Éclair reprend ce qui

se fait déjà dans les établissements privés sous contrat. Il vise à développer l'individualisation des carrières, avec des primes au mérite et la mise en concurrence accrue des personnels encadrés par des chefs d'établissements de plus en plus autonomes, devenant de véritables « managers d'entreprise ». Ce dispositif, qui donne le pouvoir de recrutement au chef d'établissement, va se combiner avec le projet d'évaluation par ces mêmes chefs. Il y a fort à parier que le gouvernement va généraliser ce type de mesure à tous les établissements après les élections de 2012. Cela signifie leur donner bien plus de pouvoir pour mettre la pression sur les enseignantEs qui ne « rentrent pas dans le moule ». Cela augmente la pression hiérarchique dans un milieu qui jusqu'à présent était assez syndiqué. Ce n'est pas un hasard si depuis quelques années, le ministère modifie aussi sa politique de recrutement des personnels de direction. Précédemment, ils étaient d'anciens enseignants. Aujourd'hui, de nouveaux cadres, ne venant pas du milieu enseignant, sont recrutés. Le ministère encourage même le recrutement en provenance du privé. Josette Théophile, la DRH en chef au ministère, a précédemment restructuré la RATP

et ne cache pas son objectif de faire disparaître la totalité des statuts (décrets de 1950).

Ce dispositif prétend motiver les enseignantEs plus expérimentés pour travailler dans les zones difficiles. En fait, cela ne va rien résoudre. Éclair aboutit même à une stigmatisation de certains quartiers, ne faisant qu'accroître la logique d'exclusion. Cette année, pour recruter dans un établissement Éclair, le rectorat de Toulouse a publié une annonce qui témoigne d'un profond racisme et d'un mépris social incroyable : « Recherche principal adjoint de collège situé dans un univers dégradé à forte concentration ethnique et religieuse proche de la ghettoïsation » !

Dans un contexte de dégradation très forte des conditions de travail (gel des salaires, suppression de la formation, projet de remise en cause de deux semaines de vacances, augmentation importante de la charge de travail, réformes pédagogiques...), il y a urgence à organiser une riposte large et unitaire. La grève du 31 janvier sera un test important. Il y a plus que jamais urgence à se mobiliser, car c'est bien l'ensemble du statut des enseignantEs qui est visé.

Antoine Boulangé

Sarkozy, Courroye et la République exemplaire

D'après le Journal du dimanche du 22 janvier, l'Élysée envisagerait de nommer Philippe Courroye à un poste sur mesure « d'ambassadeur en charge de la lutte contre le blanchiment ». Une manière bien efficace de sauver ce procureur mis en examen pour « collecte illicite de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal et illicite » et « violation du secret des correspondances », dans l'affaire Bettencourt. Mais qu'est-il arrivé à Philippe Courroye, lui-même juge d'instruction dans les années 1990 ? À cette époque, bien loin de militer pour la dépenalisation des affaires financières, il avait réussi à faire condamner des pointures du RPR comme Alain Carignon, Michel Noir et, plus tard, Charles Pasqua, dans l'affaire de l'Angolagate. On ne pouvait alors le soupçonner de collusion avec le pouvoir.

Mais en 2007, le ministre de la Justice de Chirac nomme le juge Courroye procureur de Nanterre, et ce malgré l'opposition du Conseil supérieur de

la magistrature dont l'avis est nécessaire pour ce type de nomination. Le ministre passe outre et Courroye prend alors ce poste dans le tribunal qui instruit toutes les affaires dont dépend la ville de Neuilly et ses environs. Un hasard ? Une opportunité surtout, au moment où Chirac va perdre son immunité et va devoir affronter plusieurs procès. Un bon investissement depuis, puisque le procureur requiert le non-lieu sur les emplois fictifs de la ville de Paris et classe sans suite l'enquête préliminaire concernant l'achat de l'appartement de Nicolas Sarkozy à Neuilly-sur-Seine.

Mais c'est dans l'affaire Bettencourt que Courroye a montré au grand jour son pouvoir de nuisance. Dans l'organisation actuelle de la justice, pour qu'un procès ait lieu, il faut que le procureur ouvre une instruction. Et lorsque pour la première fois une plainte est déposée, en 2007, Courroye décide de mener une enquête préliminaire à l'issue de laquelle, il décidera ou non de confier l'affaire à un juge. Au bout de deux ans, et après deux

autres plaintes qui donnent elles aussi lieu à l'ouverture d'enquête préliminaire, Courroye ne saisit toujours pas le juge. Il faudra que l'avocat de la fille Bettencourt ait recours à la procédure assez rare de citation directe, pour contourner cette volonté de blocage.

Dès lors, la juge Presvot-Desprez est saisie de l'affaire. Elle demande au procureur qu'il lui transmette les pièces. Et notamment les enregistrements du majordome de Liliane Bettencourt qui mettent en cause le ministre des Finances Éric Wœrth mais également Valérie Pécresse ou Nicolas Sarkozy qui auraient bénéficié des largesses de l'héritière quelque peu sénile pour mener leurs campagnes.

Courroye ne peut évidemment accepter. Et c'est à la juge qu'il s'en prend, tentant de la faire dessaisir et demandant même une sanction disciplinaire. Le motif ? Elle a remis en cause son autorité. La cour d'appel ne le suit pas et donne raison à Presvot-Desprez. Cela n'empêche toujours pas Courroye de retenir les informations. Il faut dire

que sa proximité du pouvoir est avérée et même revendiquée. Le 24 avril 2009, le président de la République a remis à son ami l'ordre national du Mérite. Par ailleurs, il ne se cache pas de recevoir à sa table un certain Sarkozy accompagné de sa femme Carla Bruni. « Je mange avec qui je veux » répond l'incorruptible procureur.

Cette affaire est emblématique de la « République exemplaire » selon Sarkozy. Une clique de coquins qui n'hésitent pas à s'entraider sur le dos de la justice.

Une justice qu'ils veulent exemplaire lorsqu'il s'agit de condamner un jeune qui a lancé une pierre mais qui sait aussi regarder ailleurs quand un de leurs amis est mis en cause.

Malgré tout, le pouvoir doit affronter un grand nombre de magistrats qui entendent poursuivre leur travail, comme tous ceux qui, en janvier 2010, ont bruyamment quitté la salle où le procureur de Nanterre leur adressait ses vœux.

Dominique Angelini

Police partout, justice nulle part !

Le procès des policiers de Grasse responsables de la mort d'Hakim Ajimi s'est terminé la semaine dernière.

Une fois de plus, la connivence de la police avec la justice est poussée jusqu'à la complicité. Tout accable ces sept policiers, depuis les expertises médicales qui démontrent que Hakim est mort d'asphyxie lente dans d'atroces souffrances, jusqu'aux témoins, dont même un policier municipal, qui affirment que Hakim n'opposait plus de résistance réelle à son interpellation. Et pourtant, le procureur, tout en constatant « une succession de fautes qui ont provoqué la mort d'Hakim Ajimi », pour reprendre ses termes, a uniquement requis des peines avec sursis d'un et deux ans pour les deux policiers de la BAC, Jean-Michel Moinier et Walter Lebeau, et une peine de principe pour quatre fonctionnaires de police. C'est ce mépris, toujours et encore, qui a conduit la famille de Hakim et ses soutiens à quitter le tribunal avant la fin de cette mascarade judiciaire.

Une fois de plus, les deux poids deux mesures. Très récemment, la mort de Wassim el Yamni à Clermont-Ferrand a provoqué dans certains quartiers la révolte légitime de quelques jeunes. Ces derniers ont été jugés en comparation

immédiate, avec une fréquence de sept dossiers instruits par jour, quand l'instruction pour Hakim aura duré quatre ans. L'un de ces jeunes a été condamné, lui, à deux mois de prison fermes pour avoir caillassé un véhicule de pompiers.

Aucune avancée non plus, au sortir de ce jugement, concernant la technique d'asphyxie posturale, pourtant interdite dans plusieurs pays et États américains. Une technique utilisée pour les étrangers en situation irrégulière lors des reconduites à la frontière, et qui a tué plusieurs fois : Mohamed Ali Saoud, Karim Aouad, Lamine Dieng, Hakim Ajimi, Ali Ziri et beaucoup d'autres. L'un des avocats des policiers à Grasse indiquait : « Il est certain que la réponse du tribunal intéresse tous les fonctionnaires de police français, qui veulent savoir ce qu'ils doivent ou non faire ». Le message donné est une fois de plus très clair : le permis de tuer en toute impunité est offert ; au pire, ces policiers ne risqueraient que la correctionnelle et non les assises, des peines avec sursis et non fermes, avec en prime le droit de continuer à exercer sur les lieux de leur crime. Un mépris de plus qui a contraint les parents de Hakim au déménagement, pour ne plus croiser le regard de ceux qui ont éteint



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

celui de leur fils.

Rendez-vous est pris entre les différents collectifs Justice et vérité, pour faire du 24 février, jour du verdict, une journée d'action contre les violences policières.

Omar Slaouti

TRIBUNE DE LA GAuche Faire un premier bilan de la campagne Poutou

Les membres de la Gauche anticapitaliste se sont opposés aux choix majoritaires en ce qui concerne la présidentielle, parce qu'ils sont le reflet d'un projet politique rétréci, isolationniste, opposé à celui que nous défendons.

Force est de constater que la campagne elle-même en est désormais aussi le reflet.

Dans un contexte marqué par l'approfondissement des crises, le NPA devrait affirmer clairement sa volonté de battre Sarkozy dans la rue et dans les urnes, et agir dès aujourd'hui pour favoriser les convergences entre les forces antilibérales et anticapitalistes, dans la perspective d'un bloc anticrise prêt à combattre les politiques d'austérité quel que soit le gouvernement qui les applique.

ChacunE constate évidemment les difficultés de la campagne du NPA. Tous les signaux l'indiquent, des sondages à l'affluence dans les meetings, en passant par l'incapacité à

rassembler et relancer le NPA (et ce bien au-delà de la GA). Elles ne sont pas liées à un déficit de notoriété mais à des raisons politiques de fond. La réponse faite par Philippe Poutou aux journalistes de Mediapart qui lui demandent en quoi la candidature du NPA se distingue de celle de LO révèle la vérité toute nue : « Ça peut friser l'absurde, vu de l'extérieur. Sur le fond, on dit la même chose [...] » Le NPA en est réduit à tenter de disputer les 1 ou 2% qui restent à se répartir avec LO, à coups de slogans tout faits et de surenchère pseudo-radical. La campagne n'a pas de fonctionnalité politique, donc pas d'audience, ce qui nous affaiblit du point de vue même de nos capacités à diffuser nos idées.

Les formules alambiquées et variables concernant la droite et Sarkozy reflètent les divergences au sein de la majorité du NPA et peuvent laisser penser qu'au final on ne donnera pas de consigne de vote. En second lieu,

la campagne ne porte aucun discours se situant sur le terrain du rassemblement : tout vise à établir des frontières étanches et pérennes avec l'ensemble des autres forces à gauche de la gauche et notamment le Front de Gauche, alors qu'il faudrait souligner les convergences avec la campagne que mène Mélenchon, et porter le fer sur la question du rapport au PS (et notamment sur l'absence de réponse du PCF, partenaire privilégié du PG), tout en critiquant les relents cocardiers. Troisièmement, le NPA ne porte pas un discours cohérent en termes de réponses à la crise. Outre que les questions complexes sont en général esquivées, l'essentiel du discours revient à dire que la seule solution est le renversement du système/du capitalisme, et la nécessité que les masses prennent leurs affaires en mains. Exit le patient travail de crédibilisation d'une extrême gauche parvenue à sortir du propagandisme pur. Pas non plus

de vrai développement sur la question du féminisme ou de l'écosocialisme, qui sont pourtant des thèmes fondamentaux de notre orientation. Enfin, nous considérons qu'il ne faudrait pas ajouter l'aventure financière à l'aventure politique. Ce pari engage l'avenir politique du NPA, puisqu'il risque de handicaper la présence du NPA aux législatives, qui, faut-il le rappeler, sont seules en mesure d'assurer l'indépendance financière du NPA entre 2012 et 2017. De notre point de vue, au regard des éléments développés plus haut, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Nous ne sommes pas condamnés à la marginalité et à l'isolement. Les réussites de la campagne dette, dans laquelle les militantEs de la GA jouent un rôle moteur, mais aussi la largeur de l'arc de forces impliqué dans la réunion unitaire du 11 février le démontrent. Ce sont autant de jalons pour la constitution d'un bloc anticrise.

Quand les pro-gaz de schiste font de la contre-information.

Sous le titre « Gaz de schiste : comment sortir de l'interdiction française ? », le Club « Énergie et développement durable » a choisi d'organiser une table ronde sur la fracturation hydraulique à Paris le 17 janvier avec l'appui du Premier ministre, du ministère de l'Industrie et en présence de l'industrie pétrolière. Il n'en fallait pas plus pour que les associations opposées à l'exploitation du gaz de schiste organisent en réponse un contre-colloque d'information et des débats. Les pro gaz de schiste ont donc lancé l'offensive en martelant que l'on ne pouvait se passer des hydrocarbures de schiste, conscients d'avoir entre les mains un trésor économique potentiel. De quoi attiser la colère des collectifs locaux qui savent que les pétroliers cherchent maintenant à contourner la loi. Loin d'avoir la bénédiction des citoyens dans ces affaires, les pétroliers aidés de notre gouvernement, tentent d'endormir la vigilance citoyenne par tous les moyens. En effet, l'association AEGE, résolution pro gaz de schiste, a rédigé un document visant à intensifier la contre-information à ce sujet pour inverser le discours majoritaire et diffuser une autre version des faits et un autre courant de pensée. Une véritable offensive en matière de communication pour faire admettre la nécessité de fracturer le sol. Pourtant, notre gouvernement n'ignore pas les dégâts liés à la fracturation. À l'heure où les mouvements de protestation s'amplifient, il faudra être de plus en plus vigilants pour déjouer les projets des industriels pétroliers.

Fête du NPA Paris : un succès politique et militant.

La première fête du NPA parisien s'est tenue le 21 janvier à l'espace Olympede-Gougues. Environ 400 personnes sont passées pour participer aux six ateliers sur les luttes parisiennes marquantes de l'année passée. Nous avons pu revenir sur la lutte des précaires à l'ENS. Mais aussi sur celle des Archives nationales contre le projet de Musée de l'Histoire de France. Nous sommes également revenus sur la grève des sans-papiers. La lutte contre la fermeture du centre IVG de Tenon fut l'occasion d'articuler la lutte pour les droits des femmes et contre l'ordre moral, la casse de l'hôpital et la riposte antifasciste. Une riche discussion a permis de faire le point sur la situation des processus révolutionnaires. Un atelier très fréquenté sur la dette et la crise de la zone euro a permis d'envisager les luttes à venir. Sans oublier un atelier sur les luttes de la jeunesse. La table ronde consacrée aux résistances à la crise en Europe, en présence de camarades grecs et espagnols, fut suivie par près de 200 participantEs. Les enfants ont eu droit au spectacle féérique de la Malicieuse. Lors du meeting, Denis Godard a dénoncé le système raciste et sécuritaire qui crée les violences et organise l'impunité des policiers ; Gaël Quirante a fustigé la répression syndicale dont il fait l'objet avec d'autres postiers grévistes. Notre candidat Philippe Poutou a conclu sur la nécessité d'organiser dès à présent et sur tous les terrains la résistance au capitalisme en crise. Enfin, la Rabbia nous a offert un concert plein d'énergie.

Fête du NPA de l'Eure : une bonne cuvée.

La fête du NPA de l'Eure est toujours un rendez-vous de qualité, avec 110 participantEs. On commence par un atelier-débat : cette année, un ami prof d'économie à la fac de Rouen a démonté les mécanismes de la dette. Après une pause, le meeting a été introduit par notre élu à Louviers, qui a rendu compte de son action. Ensuite notre camarade Thierry Philippot, animateur de la lutte longue et dure des M-real, a expliqué le combat en parallèle pour le meilleur PSE possible (en avril dans le pire scénario) et le combat pour le maintien du site et l'expropriation : « les motions de soutien unanimes, les grandes déclarations devant l'usine, c'est bien beau, mais on attend des actes de tous ceux qui disent nous soutenir ! » Enfin il est revenu à Christine Poupin, venue en voisine, de développer les axes qui justifient notre candidature à la présidentielle. Après l'apéritif offert par le NPA, nous avons été une bonne soixantaine à partager ce que chacunE avait apporté pour dîner. Puis, comme de coutume, les talents musicaux ont été mis en commun.

Erreur de montage dans la revue n°28

Du fait d'une inversion de plaque au moment de l'impression de la revue n°28, un certain nombre de pages ne sont pas dans le bon ordre. Nous prions les lectrices et lecteurs de bien vouloir nous en excuser. La revue a été retirée et elle est en cours de réexpédition pour nos abonnéEs.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :

N° DE COMPTE :

CLÉ RIB :

Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

- Tarif standard**
- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



ECS-Schindler: la chute de l'ascenseur social. Après les accidents d'usagers et de salariés, la branche ascenseur doit faire face à la suppression de d'emplois avec la liquidation de l'usine d'Elevator Car System (ECS), filiale du groupe RCS/Schindler, un des quatre grands de l'ascenseur, située près de Mulhouse. Le 17 janvier dernier, le comité d'entreprise est informé de la fermeture du site de fabrication de cabines pour juillet 2013, laissant sur le carreau 96 des 123 salariés. C'est la dernière unité de production du groupe sur le territoire. Les arguments sont les mêmes qu'ailleurs : manque de compétitivité. Mensonge ! Cette unité de production n'a jamais perdu le moindre centime. Les dernières données pour la France sont plutôt encourageantes sur les ventes d'appareils neufs. Avec environ 500 millions d'euros de bénéfices par an, Schindler se porte bien dans une profession qui ne connaît pas la crise. Les salariés « épargnés » seraient recasés sur une plateforme logistique alors que Schindler vient d'abandonner une plateforme DHL, supprimant dix-huit emplois. La transformation en société de service est à l'œuvre chez Schindler, comme dans l'ensemble de la profession, depuis des années. Cela permet de s'attaquer toujours davantage aux droits collectifs des salariés, tout en conservant uniquement les activités les plus rentables, là où les usagers servent de vaches à lait par l'entremise de bailleurs forts intéressés à ces marchés. Plusieurs fois sanctionnés pour tricherie sur la concurrence, les

quatre grands groupes de la profession s'engraissent sur le dos des salariés et des usagers. Les travailleurs de Mulhouse ont commencé à organiser leur défense avec des débrayages et la mise en œuvre des moyens légaux disponibles. Pas un seul licenciement chez ECS, tel est notre objectif.

Licenciés pour fait de grève !

Les salariés de l'association Vivre dans la Ville à Vandoeuvre (Meurthe-et-Moselle) ont entamé un mouvement de grève le 5 décembre 2011. Ils viennent d'apprendre par leur employeur que le conseil général de Meurthe-et-Moselle avait décidé unilatéralement de ne pas prolonger la convention qui le liait à cette association. Cela va se traduire, faute de financements, par la liquidation judiciaire de l'association et le licenciement de onze salariés (dix postes + un congé maternité). Les seuls motifs invoqués sont le refus de la part de ces dix salariés de se soumettre aux décisions du conseil général. Il s'agit de restructurer l'ensemble de la prévention spécialisée dans le département en vue de faire des économies en supprimant des postes. Les faits sont graves. Sarkozy en a rêvé, Dinot le fait ! Nicolas Sarkozy avait mis en place le service minimum dans les écoles, Michel Dinot, président socialiste du conseil général de Meurthe-et-Moselle, invente le licenciement pour fait de grève. Le NPA 54 Sud, pleinement solidaire des grévistes, appelle l'ensemble des forces sociales (associations, syndicats, organisations politiques de gauche)

du département à se rassembler et à agir conjointement pour faire revenir le département sur sa décision. C'est le droit de grève qui est directement remis en cause. Cela va bien au-delà des légitimes revendications de dix salariés et même de leurs emplois.

PSA: de l'imposture à la réalité.

Depuis la publication par le syndicat CGT du plan de fermeture des sites de SevelNord, Madrid et Aulnay, la direction du groupe jurait qu'il ne s'agissait que de pistes de réflexion. Fin 2011, la réalité commence à s'imposer : plusieurs centaines de suppressions de postes sont engagées. Pour tenter de faire passer la pilule, la direction joue sur la « variable d'ajustement » la plus fragile : les emplois précaires de centaines d'intérimaires, de CDD, de salariés des prestataires de services. Si les centres d'ingénierie sont les plus directement touchés, les sites de production d'Aulnay et de Mulhouse sont également frappés. Pendant ce temps, la direction augmente la production à Sochaux. Il s'agit d'une sinistre partie de pouce-pouce dans laquelle on vide des sites pour faire de la place à des productions retirées ailleurs. Avec, au bout du compte, des milliers de suppressions de postes de travail et la fermeture toujours en ligne de mire de sites comme Aulnay. Le 17 janvier, plusieurs centaines de salariés ont débrayé, provoquant l'arrêt de l'usine. D'autres initiatives sont prévues le 26 janvier à Mulhouse en direction des boîtes d'intérim de la région. La direction du groupe n'hésitera pas aller à l'affrontement

comme le montrent les déclarations du directeur du site d'Aulnay : « La semaine dernière, lors des vœux qu'il nous a adressés, Philippe Varin a rappelé la situation d'urgence dans laquelle nous sommes, en qualifiant la situation de PSA de "guerre" ». L'organisation d'une riposte globale reste à l'ordre du jour contre tous les licenciements et contre la dégradation des conditions de travail.

« L'argent est toujours la priorité par rapport à l'humain. »

C'est le 3^e plan social en à peine dix ans que vivent les ouvrières de Lejaby. Le premier, en 2003, avait impliqué le licenciement de 225 personnes tandis que celui de 2009 a mis à la porte 185 ouvrières. Restent alors les ouvrières d'Yssingeaux en Haute-Loire. Avec ce plan social, cette unité de production va fermer pour délocaliser en Tunisie. Le dépôt de bilan avait été prononcé en octobre puis la liquidation judiciaire en décembre, les ouvrières attendaient un reprenneur. C'est chose faite : le fabricant de lingerie féminine Lejaby a été attribué mercredi par le tribunal de commerce de Lyon et pour l'euro symbolique, à l'ancien PDG de la marque de sous-vêtements italienne La Perla. Pas cher pour les patrons, mais à quel prix pour les ouvrières ? Les 93 ouvrières d'Yssingeaux se sont battues : elles ont occupé leur usine la semaine dernière puis elles se sont rassemblées sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon pour s'inscrire dans la lignée de la résistance des canuts. Le siège de l'entreprise à Rilleux-la-Pape est censé conserver 195 des 450 salariés employés actuellement par la marque. Tout le monde vante le « savoir-faire », les qualifications des ouvrières qui travaillent dans l'entreprise depuis une trentaine d'années pour certaines et pourtant, elles sont mises dehors alors qu'on sait les difficultés qu'elles auront à se reconvertir. Les 90 femmes et 3 hommes de l'usine d'Yssingeaux ont voté une motion à l'unanimité : « Nous sommes en colère, très en colère. C'est injuste. Nous perdons notre emploi, notre savoir-faire, et la seule unité de production de la lingerie de luxe Lejaby en France. Pourtant nous nous sommes défendues. Mais nous avons eu en face, plus forts que nous. L'argent est toujours la priorité par rapport à l'humain. » Tout est dit.

La France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans un arrêt du 19 janvier, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France à 10 000 euros de dommages et intérêts en faveur de la famille Popov pour violation de la Convention des droits de l'homme concernant la rétention administrative de mineurs. En effet, cette famille avait été arrêtée avec ses deux enfants âgés de trois ans et de cinq mois, puis conduite à l'aéroport pour un renvoi au Kazakhstan. Le vol ayant été annulé, ils ont été transférés au centre de rétention administrative de Rouen-Ossel, dans lequel ils sont restés quinze jours. La Cour retient que le CRA n'offre pas des conditions acceptables pour la détention d'enfants. Cet arrêt est important dans la mesure où le fait que les familles ne soient pas séparées, n'est pas en soi suffisant pour justifier de l'intérêt supérieur des enfants. Par ailleurs, les enfants, qui sont nés en

France, n'ont fait l'objet d'aucune décision d'expulsion ni de placement en rétention administrative qu'ils auraient pu contester, et se trouvent donc dans une sorte de vide juridique. Selon le rapport de la Cimade, en 2010, 178 familles ont été enfermées avec 356 enfants dont 57 nourrissons (contre 318 en 2009). L'arrêt de la Cour est un outil pour faire pression sur les préfetures. Plus que jamais, en cette période de campagne électorale et de pêche aux voix FN, la mobilisation est nécessaire.

Suicide à l'inspection. Le 18 janvier, Romain Lecoustre, jeune inspecteur du travail à Lille, s'est pendu à son domicile. Il avait déjà fait une tentative en juillet dernier et le 25 août, il avait avec des collègues alerté sa hiérarchie sur le manque de moyens, le sous-effectifs, les pressions que subissent les agents de l'inspection. Depuis la mise en place de la RGPP, notamment, les conditions de travail de ceux qui sont censés contrôler celles de l'ensemble des salariés du privé ne cessent de se détériorer. Déjà, le 4 mai 2011, Luc Béal-Raynaldi, secrétaire national FSU, avait mis fin à ses jours, dans les locaux de ministère du Travail. Les agents de l'inspection devaient se réunir en assemblées générales ce mardi à 15 heures, à l'appel de l'ensemble des syndicats.

Procès des militantEs de Greenpeace.

Le 5 décembre 2011, neuf militantEs de Greenpeace s'étaient introduits dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, dans l'Aube, pour dénoncer les failles de la sécurité des installations nucléaires. En déjouant la surveillance des gardarmes avec une étonnante facilité, ils ont simplement mis en évidence la faiblesse de la sécurité dans les centrales. Cette action militante d'utilité publique gênante pour les lobbys ne fait que confirmer que l'on ne peut faire confiance ni à EDF ni à l'autorité de sûreté nucléaire. Fortement criminalisée, comme en témoigne les peines encourues (cinq ans de prison) et celles requises par le procureur (six mois avec sursis et 1 000 à 2 000 euros d'amende) pour violation de locaux professionnels et dégradations en réunion, au tribunal de Troyes le 20 janvier.

Parmi les prévenuEs, cinq sont également poursuivis pour refus de se soumettre à un prélèvement ADN. Ainsi, au-delà de l'action elle-même, ces militantEs sont la cible d'un fichage policier intolérable qui se généralise de plus en plus ces derniers temps. Ils font visiblement peur à ceux qui n'ont aucun intérêt à exiger une réelle transparence dans ces centrales nucléaires prétendues hyper sécurisées.

Stop à l'islamophobie !

Le Sénat vient d'adopter une loi « visant à étendre l'obligation de neutralité des professionnels de la petite enfance aux structures privées de la petite enfance et aux assistants maternels à domicile. » Après les mamans voilées qui ne peuvent plus accompagner les enfants dans les sorties scolaires, ce sont les assistantes maternelles qui sont stigmatisées. Le Sénat, majoritairement à « gauche », contribue à diffuser les idées racistes que Guéant, Sarkozy, Besson et autres Hortefeux répandent dans le pays depuis cinq ans.

FÊTE DU NPA 75

Nous ne paierons pas leur crise !



Paris, le 21 janvier 2012. Lors de la fête du NPA, la table ronde consacrée à la crise et aux résistances en Europe a été suivie par près de 200 personnes. Sur la photo : Camille (NPA), Stathis Kouvelakis (Grèce), Josep Maria Antentas (Izquierda Anticapitalista - État espagnol). Lire aussi p.11. (PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®